



Numéro 41 - 21 décembre 2019

**Des sujets de préoccupation pour les Canadiens**

## **L'intégration du Canada à l'économie de guerre impérialiste américaine**

*- K.C. Adams -*

**FAISONS DU  
CANADA UNE  
ZONE DE PAIX!**

**À titre d'information**

- **La production et la vente de matériel de guerre**
  - **L'économie de guerre mondiale**
- **Le soleil ne se couche jamais sur les Forces armées canadiennes**  
*- Yves Engler -*

**États-Unis**

- **La procédure de destitution, la responsabilisation et la bataille de la démocratie**
- **Des organisations de défense des droits luttent pour mettre fin aux détentions, aux expulsions et à la militarisation de la frontière Mexique-États-Unis**
- **La détérioration des conditions sociales aux États-Unis**

**Développements en Amérique latine et dans les Caraïbes**

- **Quinze années à la défense de l'unité, de la paix et de l'intégration**  
*- Déclaration du XVIIe Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'ALBA-TCP -*
- **Notre Amérique face aux attaques de l'impérialisme et des oligarchies**  
*- Ministère des Relations extérieures de Cuba -*

- 30e anniversaire de l'invasion de Panama par les États-Unis  
- Carlos Perez Morales -

### Bolivie

- Défaite retentissante des États-Unis à l'Organisation des États américains après l'adoption de la résolution caribéenne  
- Cubadebate -

### Venezuela

- Le gouvernement bolivarien rejette la loi des États-Unis qui approfondit l'agression contre le peuple vénézuélien  
- Communiqué du gouvernement bolivarien du Venezuela -
  - Les États-Unis adoptent une nouvelle loi renforçant les mesures coercitives unilatérales  
- Misión Verdad -
- Un juge de la Cour suprême rejette les tentatives du président autoproclamé d'établir un « Congrès virtuel »

### Colombie

- Plus de 200 000 corps non identifiés trouvés dans des fosses secrètes

### Des sujets de préoccupation pour les Canadiens

## L'intégration du Canada à l'économie de guerre impérialiste américaine

- K.C. Adams -



L'intégration du Canada à l'économie de guerre impérialiste américaine est un grand sujet de

préoccupation pour les Canadiens. L'économie de guerre des États-Unis étend ses tentacules à tous les États américains ainsi qu'au Canada et à d'innombrables autres endroits à l'étranger. L'économie de guerre englobe la production et la vente de biens et services militaires à des clients militaires aux États-Unis et à l'étranger et toute la valeur fixe et circulante dont elle a besoin pour fonctionner, comme les bâtiments et le carburant. Elle comprend des milliers de bases militaires, d'aéroports, de collèges, de centres de recherche, d'agences de renseignement et de centres d'essai et une vaste armée d'hommes et de femmes en service actif, de réservistes et de services aux anciens combattants.

Avec la militarisation de l'appareil de maintien de l'ordre depuis l'adoption des lois de sécurité intérieure et à cause d'autres facteurs, les forces policières sont devenues d'importantes consommatrices de matériel de guerre. Un aspect important de l'économie de guerre est la propagande générée dans la culture générale pour faire la promotion de l'armée impérialiste et sa contribution à la vie et faire la promotion de la violence organisée par l'État pour défendre les biens et les intérêts des oligarques financiers et leur lutte pour l'hégémonie mondiale aux dépens des peuples du monde.



L'économie de guerre américaine existe en relation avec la lutte pour l'hégémonie mondiale de l'oligarchie financière centrée aux États-Unis. Le vol de la richesse sociale des peuples du monde et la concurrence avec d'autres grandes puissances alimentent l'économie de guerre qui, à son tour, engendre l'instabilité, la violence et d'autres guerres.

L'économie de guerre se contracterait considérablement si les bases américaines à l'étranger étaient fermées et que les troupes américaines rentraient chez elles. Cette transition est favorisée par l'insistance des peuples aux États-Unis, au Canada et dans le monde entier à réclamer une nouvelle direction de l'économie pour répondre aux besoins de la population et développer le commerce sur la base de l'avantage réciproque. Pour cela, il faut rompre le rapport entre l'économie nationale et la lutte pour l'hégémonie mondiale de l'oligarchie financière par des interventions militaires actives à l'étranger contre ses rivaux ou ceux qui refusent de se soumettre, l'instigation de la guerre et les menaces de guerre, le changement de régime et l'organisation d'opérations spéciales militaires pour conquérir des marchés, des sources de matières premières, des occasions d'investissement et des travailleurs à exploiter.

Il faut donner à l'économie un nouveau but, pour remplacer le but antisocial actuel par lequel une petite classe de riches oligarques conspire et rivalise pour exproprier le maximum de profit de la richesse sociale que les travailleurs produisent au pays et à l'étranger.

Un nouveau but de l'économie, prosocial, correspondrait au caractère socialisé des forces productives modernes et serait fidèle à l'ensemble des relations humaines et ce qu'elles révèlent. Les travailleurs produisent collectivement de la richesse sociale. En se donnant le pouvoir de décision, ils interdiraient l'exploitation de ceux qui produisent la richesse sociale, affirmeraient les droits de tous, humaniseraient l'environnement social et naturel et garantiraient que le pays est une zone de paix.

Pour l'emporter sur l'économie de guerre et l'oligarchie financière qui en profite, les peuples partout dans le monde continueront de se mobiliser en 2020 pour atteindre les objectifs qu'ils fixent pour l'économie et le pays. En s'organisant politiquement pour changer la direction de l'économie et les conditions politiques et sociales d'une manière qui les favorise plutôt que de favoriser les riches

oligarques, des progrès vont être faits.

La transition et la sortie de l'économie de guerre ne sont pas aussi impossibles qu'on le laisse entendre. L'économie de guerre consomme essentiellement de la richesse sociale déjà produite en échange de matériel de guerre et du facteur humain nécessaire pour faire la guerre. La guerre impérialiste et son matériel de guerre sont des instruments de destruction et d'oppression et ne contribuent pas au bien-être des peuples et de la Terre Mère. Une grande partie de la richesse sociale utilisée pour payer l'économie de guerre provient de l'impôt, car les gouvernements sont le principal organisateur et contributeur financier de la guerre. Avec un objectif prosocial et une nouvelle direction de l'économie, d'autres utilisations peuvent être trouvées pour cette richesse sociale et la force productive humaine libérée de l'économie de guerre. Il est clair que les propositions et les solutions pour humaniser l'environnement social et naturel ont une portée considérable.



---

### À titre d'information

## La production et la vente de matériel de guerre

Les États-Unis et d'autres gouvernements vont généralement se procurer du matériel de guerre auprès d'entreprises privées. Cela signifie que le contrôle politique est fondamentalement important pour ceux qui profitent de la production de matériel de guerre et des services qui s'y rattachent. Un exemple récent de l'importance du contrôle politique est la perte par Amazon d'un contrat « cloud » de 10 milliards de dollars octroyé par le Pentagone à son concurrent Microsoft. Amazon a immédiatement lancé une contestation judiciaire de la décision et a directement attaqué l'administration Trump l'accusant d'ingérence dans l'attribution du contrat. L'antagonisme entre le président Trump et Amazon, en particulier son PDG Jeff Bezos, propriétaire et éditeur du *Washington Post*, est intense.[1]

Bon nombre des plus grandes entreprises impliquées dans l'économie de guerre utilisent les contrats militaires garantis par l'État comme base pour accroître leurs ventes de biens et services non militaires. Boeing, le deuxième plus grand producteur d'armes au monde, en est un exemple. Il a enregistré 29,2 milliards de dollars de ventes d'armes au pays et à l'étranger en 2018, ce qui a servi de point d'ancrage ou de plateforme au point de représenter 29 % du revenu brut total réalisé de 101,1 milliards de dollars de ventes.



L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) compile chaque année des données sur les ventes d'armes à l'échelle mondiale, à l'exclusion de la Chine. Les données pour 2018 montrent que 43 entreprises basées aux États-Unis ont généré un revenu brut total de 246 milliards de dollars provenant de la vente de biens et services militaires au pays et à l'étranger. Cela représente une augmentation de 7,2 % des ventes par rapport à 2017 et représente 59 % du total des revenus bruts provenant des ventes d'armes des 100 plus grandes entreprises du monde. Les données n'incluent pas la recherche, la production et les ventes dans les entreprises militaires publiques ni l'entretien « à l'interne » des actifs militaires.

En ce qui concerne l'importance des ventes d'armes par rapport aux dépenses militaires totales, le SIPRI écrit : « En général, les dépenses en armes, systèmes et plateformes d'armes et autres

équipements spécifiquement militaires (y compris la recherche et le développement de ces équipements) ne représentent pas plus d'un tiers des dépenses militaires, et beaucoup moins dans les pays non producteurs d'armes. Aux États-Unis, les achats et la recherche et développement ont généralement représenté environ 30 % des dépenses totales de la 'Défense nationale' depuis 2005. »

Les cinq plus grands producteurs d'armes au monde sont basés aux États-Unis et ont généré à eux seuls 148 milliards de dollars de revenus bruts et 35 % du total des ventes d'armes des 100 plus grandes entreprises en 2018. Ce sont :

**Lockheed Martin Corp dont les revenus bruts militaires sont de 47,26 milliards de dollars :** Lockheed Martin, le plus grand producteur d'armes au monde, a vu ses ventes d'armes augmenter de 5,2 % en 2018, ce qui représentait 11 % du revenu brut des 100 plus grandes entreprises du monde. Lockheed Martin produit les avions de combat F-35 achetés par de nombreux pays au sein du système impérialiste d'États dirigé par les États-Unis.

**Boeing avec des revenus de 29,150 milliards de dollars :** les ventes d'armes de Boeing, le deuxième plus grand producteur d'armes au monde, ont augmenté de 5,7 % en 2018 et ont totalisé 6,9 % des ventes mondiales des 100 plus grandes entreprises.

**Northrop Grumman Corp. avec des revenus de 26,19 milliards de dollars :** les ventes d'armes de Northrop Grumman ont augmenté de 14 % en 2018, soit une augmentation de 3,3 milliards de dollars. Cela est dû en partie à son acquisition du producteur d'armes Orbital-ATK et à la forte demande nationale et internationale pour ses armes, y compris les missiles balistiques intercontinentaux et les systèmes de défense antimissile. [2]

Les ventes d'armes de **Raytheon représentent 23,44 milliards de dollars** (au quatrième rang) et ont augmenté de 3,9 %.

Les ventes d'armes de **General Dynamics Corp** ont augmenté de 10 % pour atteindre **22 milliards de dollars** (cinquième rang).

## Notes

1. Le journal *Business Insider* titrait le 9 décembre : « Amazon a récemment perdu face à Microsoft un contrat de 10 milliards de dollars pour des services informatiques hébergés (« cloud computing ») pour le ministère de la Défense.

« Amazon a contesté devant un tribunal la décision concernant l'octroi du contrat intitulé « Joint Enterprise Defense Infrastructure », alléguant que la partialité du président Donald Trump contre Amazon a joué un rôle dans la décision.

« Dans des documents rendus publics lundi, Amazon a déclaré que Trump avait mené 'des attaques publiques et en coulisse répétées' pour s'assurer qu'Amazon n'obtienne pas le contrat afin de nuire au PDG Jeff Bezos, 'perçu comme son ennemi politique'.

« Trump n'a pas caché son aversion pour Amazon : il a accusé l'entreprise 'd'échapper aux sanctions fiscales' et a accusé Bezos d'utiliser la publication qu'il possède, le *Washington Post*, comme une 'arme de lobbyiste'. »

2. Un développement en 2018 dans l'industrie de l'armement aux États-Unis a été la tendance croissante des regroupements parmi certains des plus grands producteurs d'armes. Par exemple, deux des cinq premiers, Northrop Grumman et General Dynamics, ont fait des acquisitions de plusieurs milliards de dollars en 2018. SPIRI écrit : « Les entreprises américaines se préparent pour le nouveau programme de modernisation des armements annoncé en 2017 par le président Trump', explique Aude Fleurant, directrice du programme Armes et dépenses militaires du SIPRI. 'Les

grandes entreprises américaines fusionnent pour pouvoir produire la nouvelle génération de systèmes d'armes et ainsi être mieux placées pour décrocher des contrats avec le gouvernement américain.'

« Le résumé de la stratégie de défense nationale des États-Unis pour 2018 publié par l'administration du président Donald J. Trump a déclaré que l'environnement de sécurité actuel était caractérisé par une « concurrence stratégique inter étatique » et que l'avantage militaire américain s'était atrophie et devait être rebâti afin de répondre à la concurrence stratégique de la Chine et de la Russie. Ce document souligne l'engagement des États-Unis à poursuivre et à renforcer leur programme de modernisation à grande échelle des armes annoncé en 2017. Suite à cette annonce, plusieurs entreprises américaines d'armes incluses dans les 100 plus grandes entreprises ont fusionné ou acquis en 2017 et 2018 les secteurs d'activité d'autres sociétés, en partie dans le but d'obtenir un avantage sur leurs concurrents. Les transactions les plus importantes incluaient l'acquisition par Northrop Grumman d'Orbital-ATK, l'acquisition par United Technologies de Rockwell Collins et l'acquisition par General Dynamics de CSRA. Il y a également eu des transactions de moindre envergure comme l'acquisition par CACI International de la division commerciale de General Dynamics et l'acquisition par Engility du segment des technologies de l'information (TI) de SAIC. »

« La principale motivation des regroupements en 2017 et 2018 était le programme de modernisation complet et ambitieux des États-Unis visant à concevoir et produire une nouvelle génération de systèmes d'armes. »

3. Outre des informations détaillées sur les 100 plus grandes sociétés productrices d'armes qui fournissent aussi des services militaires : « Le SIPRI dispose d'informations sur les dépenses militaires totales pour chaque pays, avec une catégorie spécifique de dépenses pour les armes. Les dépenses militaires sont définies comme les dépenses militaires en général, y compris les dépenses liées au personnel (c.-à-d. les salaires et avantages sociaux des troupes et du personnel civil), les opérations et l'entretien (c.-à-d. les dépenses de fournitures générales, de services et de transport), l'équipement (par exemple, armes, autres équipements militaires et équipement non militaire), la construction (par exemple, des bases militaires) et de la recherche et du développement. »

Pour accéder au rapport complet 2018 de SIPRI, en anglais, cliquer [ici](#).



---

## L'économie de guerre mondiale



Le revenu brut mondial provenant des ventes d'armes des 100 plus grandes sociétés de production d'armes et de services militaires au monde, à l'exclusion de la Chine, était de 420 milliards de

dollars en 2018, soit une augmentation de 4,6 % par rapport à 2017. Ce total annuel en dollars constants de 2018 était de 47 % de plus qu'en 2002. La croissance de 2017 à 2018 est principalement attribuable aux ventes des cinq principales sociétés américaines qui, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), « peuvent être attribuées à l'augmentation des dépenses militaires mondiales, en particulier l'augmentation des dépenses américaines de 2017 à 2018 ».

Les ventes de 70 entreprises basées aux États-Unis et en Europe représentent 83 % du total des ventes d'armes du Top 100. À 348 milliards de dollars en 2018, leurs ventes d'armes combinées étaient de 5,2 % supérieures à celles de 2017, augmentation essentiellement attribuable aux entreprises américaines. Les ventes d'armes des sociétés du Top 100 basées en Europe ont totalisé 102 milliards de dollars en 2018 et une bonne partie de cette production s'est faite aux États-Unis. Par exemple, les ventes d'armes de la filiale américaine de BAE Systems se sont élevées à environ 10 milliards de dollars en 2018, soit 48 % des ventes d'armes totales de BAE Systems de 21,2 milliards de dollars.

Dix entreprises en Russie figurent dans le Top 100 avec un revenu brut combiné de 36,2 milliards de dollars. Le SIPRI signale que, bien que ce chiffre soit resté pratiquement inchangé par rapport à 2017, leur part des ventes totales d'armes dans le Top 100 est passée de 9,7 % à 8,6 % en 2018 en raison de « la croissance substantielle des ventes combinées d'armes des entreprises américaines et européennes ».

Le plus grand producteur d'armes de la Russie, Almaz-Antey, était la seule entreprise russe classée dans le Top 10 (au 9<sup>e</sup> rang) et représentait 27 % du total des ventes d'armes des entreprises russes dans le Top 100. Les ventes d'armes d'Almaz-Antey ont augmenté de 18 % en 2018, pour atteindre 9,6 milliards de dollars, « en raison non seulement de la forte demande intérieure, mais également de la croissance continue des ventes à l'étranger, en particulier du système de défense aérienne S-400 », écrit la chercheuse du SIPRI Alexandra Kuimova.

Vingt entreprises du Top 100 se trouvent en dehors des États-Unis, d'Europe et de Russie. Six sont au Japon, trois en Israël, en Inde et en République de Corée (Corée du sud), deux en Turquie et une à Singapour, en Australie et au Canada (CAE Inc. au 87<sup>e</sup> rang avec 1,01 milliard de dollars de ventes d'armes, soit une croissance sur un an de 19 %).

Les six sociétés japonaises ont réalisé un revenu brut combiné de la vente d'armes de 9,9 milliards de dollars, ce qui représente 2,4 % du total du Top 100.

Les ventes d'armes de trois sociétés israéliennes, d'une valeur de 8,7 milliards de dollars, représentaient 2,1 % du total du Top 100.

Les ventes d'armes combinées des trois sociétés d'armes indiennes figurant dans le Top 100 s'élevaient à 5,9 milliards de dollars en 2018.

Les trois sociétés basées en Corée du sud ont réalisé des ventes d'armes combinées de 5,2 milliards de dollars en 2018, soit 1,2 % du total du Top 100.

Les ventes d'armes des deux sociétés turques figurant dans le Top 100 ont augmenté de 22 % en 2018, pour atteindre 2,8 milliards de dollars. Le SIPRI écrit : « La Turquie cherche à développer et à moderniser son industrie de l'armement et les entreprises turques ont continué de bénéficier de ces efforts en 2018. »



# Le soleil ne se couche jamais sur les Forces armées canadiennes

- Yves Engler -

La plupart des Canadiens seraient surpris d'apprendre que le soleil ne se couche jamais sur les Forces armées dont ils sont les contribuables.

Ce pays n'est pas officiellement en guerre et pourtant plus de 2 100 soldats canadiens sont déployés ici et là dans le monde. Selon les Forces armées, ces soldats participent à 28 missions internationales.

Il y a 850 troupes canadiennes en Irak et dans les environs. Deux cents membres de forces spéciales hautement qualifiées ont formé des forces kurdes et leur fournissent du soutien au combat, ces mêmes forces qui sont souvent accusées de nettoyage ethnique dans les régions de l'Irak qu'elles ont capturées. Un détachement d'hélicoptères tactiques, des officiers du renseignement et un hôpital militaire ainsi que 200 Canadiens, à partir d'une base au Koweït, appuient les forces spéciales en Irak.



Avec la mission des forces spéciales, le Canada commande la mission de l'OTAN en Irak. La brigadière générale Jennie Carigan commande près de 600 soldats de l'OTAN, dont 250 Canadiens.

Un nombre comparable de troupes est stationné sur les frontières de la Russie. Près de 600 Canadiens font partie d'une mission de l'OTAN dirigée par le Canada en Lettonie et 200 soldats font partie d'un projet de formation en Ukraine. Soixante-quinze membres du personnel des Forces armées canadiennes sont présentement en Roumanie.

Certaines opérations plus limitées sont cependant hautement politiques. Sous l'égide d'Opération Proteus, une douzaine de soldats contribuent au Bureau de coordination de sécurité des États-Unis, un soutien à l'appareil de sécurité mis en place pour protéger l'Autorité palestinienne de la colère populaire en raison de son acquiescement à la colonisation israélienne continue.

Par le biais de l'Opération Fondation, 15 soldats contribuent aux efforts anti-terroristes des États-Unis en Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie du Sud-Ouest. En tant que participant à l'Opération Fondation, le brigadier-général A.R. Day, par exemple, dirige le Centre d'opérations aérospatiales conjointes dans la base de l'armée américaine d'Al Udeid au Qatar.

Au nombre des 2 100 soldats mentionnés par l'armée, il faut ajouter les centaines, sinon les milliers, de membres du personnel naval qui patrouillent les points chauds partout dans le monde. Récemment, un ou deux navires canadiens — avec près de 200 membres du personnel chacun — ont patrouillé l'Asie de l'Est. Les navires apportent un renfort à la campagne des États-Unis pour isoler la Corée du nord et appliquer les sanctions de l'ONU. Ces navires canadiens ont aussi participé à des exercices belliqueux « liberté de naviguer » dans les eaux internationales que revendique Pékin dans le sud de la mer de Chine, le détroit de Taiwan et l'est de la mer de Chine.

Un navire canadien patrouille aussi la mer d'Arabie et le golfe Persique. Récemment, des navires canadiens sont aussi entrés dans la mer Noire, aux frontières de la Russie. Des navires canadiens sont aussi fréquemment déployés dans les Caraïbes.

Il faut ajouter aux 2 100 soldats les colonels appuyés par des sergents et parfois un second officier qui sont des attachés militaires basés dans 30 postes diplomatiques partout dans le monde (et qui ont des accréditations transfrontalières dans les pays voisins). Aussi, 150 membres du personnel militaire sont stationnés dans le quartier général du Commandement de défense aérospatiale de l'Amérique du Nord au Colorado et un nombre plus restreint au centre de NORAD près de Tampa Bay, en Floride. Ces bases soutiennent des frappes américaines dans plusieurs endroits.

Des dizaines de soldats canadiens sont stationnés dans les quartiers généraux de l'OTAN à Bruxelles. Ils assistent cette organisation dans ses déploiements internationaux.

Il est possible qu'il y ait des déploiements qui ne sont pas mentionnés ici. Des dizaines de soldats canadiens participent à des programmes d'échange avec les États-Unis et d'autres armées et certains pourraient participer à des déploiements à l'étranger. Aussi, les forces spéciales canadiennes peuvent être déployées sans que cela soit rendu public, comme cela s'est produit à de nombreuses reprises.

L'ampleur de l'intervention militaire internationale est incompatible avec l'idée d'une force qui défend le Canada. C'est pourquoi des représentants militaires parlent de l'importance d'une « défense vers l'avant ». Selon *Protection, sécurité Engagement*, qui énonce la politique de défense du gouvernement canadien de 2017, le Canada doit « répondre activement aux menaces à l'étranger pour assurer la stabilité au pays » et « la défense du Canada et des intérêts canadiens requiert [...] un engagement actif à l'étranger ».

Évidemment, cette logique peut servir à justifier la participation du Canada à d'infinies activités militaires dirigées par les États-Unis. Voilà la vraie raison pour laquelle le soleil ne se couche jamais sur les Forces armées canadiennes.

(yvesengler.com, 6 décembre 2019. Traduction : LML)



---

## États-Unis

# La procédure de destitution, la responsabilisation et la bataille de la démocratie

Le 18 décembre 2019, la Chambre des représentants, où les représentants du Parti démocrate sont majoritaires, a voté pour la destitution du président Donald Trump en adoptant deux motions : dans l'une, Trump est accusé d'abus de pouvoir et dans l'autre d'obstruction au Congrès. Selon le Règlement du Sénat, un procès de destitution commence le lendemain du jour où la Chambre dépose les articles de destitution à moins que ce jour ne soit un dimanche. Une fois que le Sénat est saisi, il doit d'abord voter sur les règles pour le procès de destitution et déterminer quels seront les témoins appelés/autorisés à comparaître. Les républicains détiennent une majorité de 53-47 au Sénat, et 67 voix sont nécessaires pour condamner un président.

Toutefois, après avoir voté la mise en accusation du président, les démocrates à la Chambre ont pris la décision de retarder la transmission des chefs d'accusation au Sénat. La présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a parlé de la crainte que les républicains qui dominent le Sénat ne tiennent pas un « procès équitable ». En clair, les démocrates ne sont ni d'accord avec les règles que les républicains cherchent à établir pour le procès au Sénat, ni avec les témoins proposés, s'il y en a. C'est la première fois qu'une procédure de destitution d'un président est entamée alors que les deux chambres du Congrès ne sont pas dominées par le même parti. Il n'est pas clair si les tractations qui ont lieu donneront satisfaction à l'un ou l'autre des partis dans cette affaire. Étant donné la façon

dont les factions rivales parmi les dirigeants et leurs représentants s'alignent actuellement, peu de gens pensent que la destitution du président réussira. Entre temps les deux chambres devraient prendre un congé de deux semaines pour la période des fêtes.

Cependant, il ressort clairement du spectacle qui se donne à la Chambre des représentants que la procédure de destitution ne force pas le président à rendre compte de ses actes et que le tout sert à priver le peuple américain d'un point de vue qui favorise sa lutte pour s'investir du pouvoir.

« Le président doit rendre des comptes, personne n'est au-dessus de la loi », a annoncé Nancy Pelosi. La procédure de destitution est présentée comme un mécanisme qui permet d'exiger des comptes et, plus généralement, cette procédure est censée envoyer le message au public que le « système fonctionne » et qu'il n'est pas nécessaire de lutter pour de nouveaux arrangements.

En fait, les dispositions actuelles ne règlent pas les luttes intestines entre les factions de la classe dirigeante. Le scénario de guerre civile entre les factions dirigeantes aux États-Unis, ainsi que les chefs d'accusation très limités de destitution qui sont présentés - abus de pouvoir, mais seulement en ce qui concerne l'affaire Ukraine/Biden, et obstruction de la justice - font douter que la procédure de destitution obligera le président Trump à rendre des comptes.



Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les crimes qui préoccupent le plus le peuple, qui sont complètement absents des chefs d'accusation bien que les preuves soient accablantes. Il s'agit notamment des actes criminels de séparation des familles et des camps d'internement des enfants, même de bébés. Il y a également les crimes de guerre, ceux commis contre le Yémen, l'Irak et l'Afghanistan avec l'utilisation de drones et d'armes chimiques et d'autres armements. Ils comprennent la punition collective de populations entières en utilisant des sanctions comme celles imposées au Venezuela, à Cuba, à la République populaire démocratique de Corée, à l'Iran et à bien d'autres pays.

*Voice of Revolution*, le journal de l'Organisation marxiste-léniniste des États-Unis, indique que les gens à travers le pays, ainsi que ceux qui résident à l'étranger, mènent des batailles pour les droits et exigent des changements sur ces questions.[1] On lit dans le journal :

« La procédure de destitution ne force pas le gouvernement à rendre des comptes alors qu'il refuse de le faire. Parmi les nombreuses actions qui ont eu lieu, on compte les manifestations aux États-Unis et les milliers d'autres internationalement pour défendre la Terre Mère le 29 novembre et la poursuite des manifestations hebdomadaires partout à travers le pays, la continuation des actions communes des deux côtés de la frontière sud pour défendre les migrants ainsi que le récent verdict de non-culpabilité d'un militant qui a aidé deux jeunes migrants à traverser le désert en Arizona, les actions contre la guerre, notamment contre l'OTAN à Londres, à New York et ailleurs, les grèves des enseignants qui prennent leurs responsabilités sociales sur des problèmes comme l'itinérance et le manque de conseillers et d'infirmières dans leurs écoles et bien d'autres encore.

« Ces batailles pour la démocratie contribuent aux efforts déployés partout au pays pour faire entendre la voix des revendications du peuple et pour l'affirmation de ses droits. Elles mettent en évidence également la question centrale de la bataille de la démocratie d'aujourd'hui, de qui décide, la minorité ou la majorité ? La bataille de la démocratie est la bataille pour faire avancer le contenu

et la forme de la démocratie et mettre en place les institutions qui la servent pour qu'elle corresponde à l'époque moderne. Il faut donner au peuple, à la majorité, le pouvoir de gouverner et de décider. C'est cette démocratie qui mettrait en place les moyens pour que soit respectée la volonté antiguerre et prosociale du peuple qu'expriment les nombreuses actions, réunions, pétitions, grèves. C'est précisément ce que les dirigeants s'efforcent d'empêcher. La procédure de destitution fait partie de cet effort visant à entraîner tout le monde à prendre parti pour et contre pour un camp ou l'autre, tout en tentant de détourner la lutte du peuple pour devenir lui-même le décideur.



« La démocratie à l'américaine assure la domination d'une petite minorité sur la majorité, problème que la destitution ne résoudra pas. Elle ne règle pas non plus le problème de la responsabilisation. La Constitution et la loi actuelle ne prévoient aucun mécanisme qui permette au peuple de tenir le président responsable de ses crimes. Le ministère de la Justice dit depuis longtemps qu'il est inconstitutionnel de porter des accusations contre un président en exercice et il ne l'a pas fait. Un citoyen ne peut pas non plus arrêter un président en exercice, car une telle tentative serait bloquée par les services secrets et des accusations portées contre le citoyen.

« La nécessité d'un mécanisme par lequel le peuple peut tenir le président responsable des crimes amène au premier plan la nécessité de faire avancer la bataille de la démocratie - la bataille pour de nouvelles institutions de gouvernance,

une nouvelle constitution, qui inclut la responsabilisation. Les gens n'aiment pas du tout le fait que le gouvernement, en particulier le président, ait la capacité de commettre des crimes en toute impunité. Même les élections, qui permettraient, dit-on, de régler ce problème, ne permettent pas de porter des accusations criminelles. En effet, comme la destitution, il s'agit d'un autre mécanisme où le peuple ne décide pas du résultat ; le résultat est décidé par la minorité qui domine.

« La bataille de la démocratie est la lutte pour le pouvoir politique, la bataille pour de nouveaux arrangements qui permettent au peuple de gouverner et de décider. Une nouvelle constitution et les nouvelles institutions devraient servir à harmoniser les relations humaines du présent, l'ensemble des relations entre les êtres humains et entre les êtres humains et la nature. L'harmonisation et la responsabilisation sont interreliées et c'est pourquoi cette question doit également être abordée. Les pas faits aujourd'hui dans cette direction comprennent l'intensification des luttes organisées pour que le peuple, les individus et les collectifs qui le composent, puissent s'exprimer en leur nom, exprimer leurs préoccupations et défendre leur propre ordre du jour pour apporter les changements nécessaires. Cela comprend la discussion et le débat sur le problème de l'imputabilité, ce qu'il faut pour la rendre possible et comment y parvenir en rapport avec l'avancement de la bataille du peuple pour gouverner et prendre des décisions. »

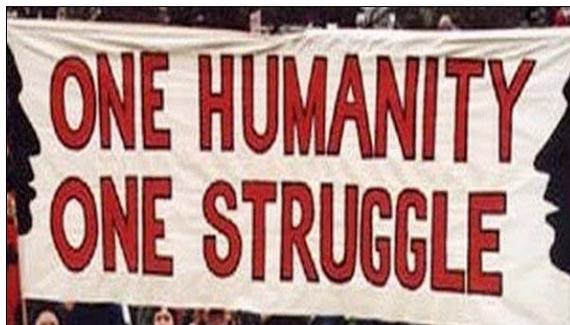
## Note

1. *Voice of Revolution*, 13 décembre 2019



## Des organisations de défense des droits luttent pour mettre fin aux détentions, aux expulsions et à la militarisation de la frontière Mexique-États-Unis

Par une variété de moyens, des organisations de défense des droits de l'immigration se font entendre et dénoncent les détentions, les expulsions et la militarisation de la frontière dans laquelle sont encore mobilisés des milliers de soldats. Elles tiennent des manifestations, font des propositions pour « repenser » l'approche à l'immigration et adopter des lois qui reconnaissent les droits, fournissent de l'aide juridique et humanitaire sur le terrain, de l'eau et de la nourriture par exemple à ceux qui doivent traverser le désert, font des poursuites judiciaires, etc.



Les revendications comprennent un moratoire immédiat sur les expulsions et les détentions et leur élimination. Elles appellent à « mettre l'accent sur les droits des travailleurs » au pays et à l'étranger, en considérant l'immigration comme un enjeu mondial où les États-Unis contribuent beaucoup à la violence et à la dévastation qui frappent les peuples au pays et à l'étranger. Il existe une reconnaissance que les détentions et qu'un grand nombre des expulsions, qui ont été faites sous Bush et Obama, sont des crimes. Le gouvernement continue d'agir en toute impunité et personne ne rend de comptes pour les morts, la violence et la séparation de familles qui se produisent sur une base quotidienne.

Les résidents des villes dans tout le pays dénoncent régulièrement la séparation des familles et les détentions, en particulier celles des enfants. Plusieurs disent que « tout cela n'est pas mon Amérique » et se joignent aux luttes pour les droits et pour une nouvelle direction du pays qui est prosociale et prohumanité.

En opposition à ce que réclame le public, les camps de détention continuent de se répandre, ce qui indique qu'ils ne sont pas uniquement pour les immigrants et les réfugiés, mais pour ceux qui font du travail d'organisation et que le gouvernement cible en tant que « menaces ». Ou alors, comme cela s'est déjà produit, ils sont accusés de trafic humain simplement pour avoir fourni de l'aide à des immigrants sans papiers. Cela veut donc dire que non seulement le gouvernement ne rend pas de comptes, mais qu'il criminalise ceux qui organisent la défense des droits. La militarisation accrue de la frontière et les camps de détention dans des installations militaires indiquent de manière toujours plus claire que, loin de résoudre quelque problème que ce soit, le gouvernement criminalise encore plus la résistance, y compris l'aide humanitaire.

Les différentes organisations qui défendent les droits au pays et à l'étranger contribuent à ouvrir une voie qui défend les intérêts des peuples. C'est cet esprit et cette prise de position que personne n'est illégal et que nous formons une seule humanité engagée dans une seule lutte pour nos droits que nous allons renforcer le travail qui est organisé.

*(Voice of Revolution, 13 décembre 2019. Traduction : LML)*



## La détérioration des conditions sociales aux États-Unis

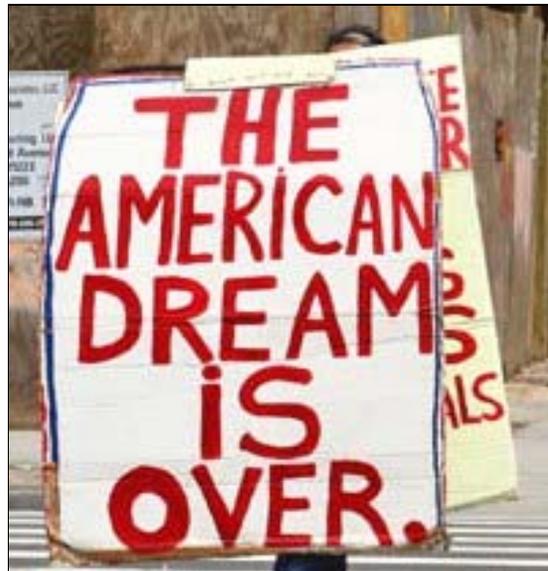


*La nécessité d'une politique indépendante de la classe ouvrière et d'une direction prosociale antiguerre pour l'économie*

Dans une série d'articles, les médias de masse ont dressé un sombre tableau des conditions de vie inhumaines aux États-Unis. Ils ont décrit les conditions sociales intenable de nombreuses personnes dans les villes de la Californie et du nord-ouest, de New York et d'ailleurs. Ville après ville, des milliers de personnes vivent dans les rues et dans les parcs, avec un accès limité à des installations sanitaires et aux autres services publics. La situation du logement des travailleurs de la Silicon Valley est si désespérée qu'Apple a décidé d'investir 2,5 milliards de dollars pour construire des logements locatifs pour ses travailleurs et d'autres sur des terrains qu'elle possède à San Francisco.

Le *New York Times* a détaillé de graves problèmes sociaux en matière de soins de santé, d'éducation, de logement et l'influence corruptrice des gros capitaux du système des partis cartellisés démocrate et républicain. Les articles laissent entendre que l'inégalité de la richesse sociale entre riches et pauvres est le problème fondamental et non le symptôme d'un problème plus profond, et qu'une répartition de la richesse accumulée est nécessaire pour résoudre les problèmes sociaux.

D'autres articles réfutent cette approche et affirment que le « rêve américain » de devenir riche et de faire « chacun pour soi » a permis à la nation de dominer les affaires mondiales et que la répartition de la richesse est contraire au « mode de vie américain ». Le conflit est souvent présenté comme une différence dans les visions du monde et les énoncés de politique des deux partis cartellisés établis et au sein du Parti démocrate.



Les articles sur l'inégalité des richesses s'appuient, entre autres, sur les recherches récentes des

économistes Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, qui figurent dans leur livre *Le Triomphe de l'injustice : Comment les riches esquivent les impôts et comment faire pour qu'ils les payent*, dans lequel ils soutiennent que la concentration de la richesse dans les mains de quelques-uns est devenue si grande qu'elle devient intenable, ce qui entraîne des problèmes sociaux non résolus que seule une augmentation de l'impôt pour les riches peut résoudre.

Les données révèlent que 400 familles américaines possèdent actuellement plus de richesses sociales que la population totale de personnes d'ascendance africaine, soit environ 48 millions, plus le quart de celles d'ascendance latino-américaine et hispanique, soit un autre 14 millions. La tranche la plus riche des 0,1 % a accaparé une partie presque trois fois plus grande de la richesse sociale des États-Unis, passant de 7 % à 20 %, entre la fin des années 1970 et 2016, tandis que la tranche inférieure des 90 % a vu sa part de la richesse passer de 35 % à 25 %.

Les 130 000 familles les plus riches des États-Unis détiennent maintenant presque autant de richesse sociale que les 117 millions de familles les plus pauvres réunies. Le 1 % supérieur possède 42 % de l'ensemble de la richesse sociale du pays. Les articles ne précisent pas ce qui constitue la richesse à part donner des références générales sur la propriété d'actions et d'obligations, la propriété de sociétés et de biens immobiliers, des maisons, des voitures, des revenus disponibles, etc.

De cette masse de richesses accumulées et d'investissements, de propriété de biens et de sociétés et de postes de cadres dirigeants et d'administrateurs, les individus les plus riches, qui représentent 1 % de la population totale, réalisent des revenus annuels correspondant à 20 % du total des revenus déclarés aux États-Unis. Cependant, les revenus déclarés par la grande majorité des travailleurs ne proviennent pas des investissements et de la propriété, mais de la vente de leur capacité de travail à ceux qui possèdent et contrôlent l'économie socialisée.

Selon les recherches sur les impôts effectuées par Saez et Zucman, les familles dans la tranche du 0,1 % les plus riches vont devoir 3,2 % de leur richesse et de leurs revenus totaux en impôts fédéraux, étatiques et locaux pour 2019, tandis que les 99 % de la tranche inférieure vont devoir 7,2 % de leur richesse et de leurs revenus accumulés.



Les données et les analyses sont centrées sur la possession et la distribution de la richesse sociale sous forme d'argent. À partir de là, l'analyse aboutit à la conclusion que l'augmentation de la charge fiscale des riches réglera les problèmes auxquels le peuple fait face. Mais le manque d'argent est-il la cause des terribles conditions et problèmes sociaux ?

Saez et Zucman invoquent une période de l'histoire des États-Unis, du début de la Deuxième Guerre mondiale aux années 1970, où les riches payaient beaucoup plus d'impôts et où leur part de la richesse était le tiers de celle qu'ils contrôlent aujourd'hui. Or, cela n'a pas mené à la réalisation du droit de tous à la santé, à l'éducation, au logement, à des installations sanitaires et à la sécurité durant la retraite et

lorsqu'ils sont blessés, malades ou handicapés. L'augmentation des fonds entre les mains du gouvernement par rapport à la richesse sociale totale pendant et après la Deuxième Guerre mondiale a mené à la militarisation de l'économie américaine. L'élite dirigeante des États-Unis n'a pas utilisé l'augmentation des fonds pour garantir les droits des Américains avec des programmes sociaux

étendus et des services publics gratuits, mais pour établir des milliers de bases militaires aux États-Unis et dans le monde entier, mener des guerres incessantes sous le drapeau impérialiste de « l'endigement du communisme » et construire son arsenal d'armes modernes, notamment des flottes militaires, des avions de guerre, des chars, de l'artillerie, des fusils d'assaut et un grand nombre de bombes et de missiles nucléaires.

L'État des États-Unis ne manque pas d'argent. Son budget de guerre annuel s'élève à environ un billion de dollars et des milliards de plus sont consacrés à la « sécurité intérieure », à d'innombrables agences d'espionnage et de police internes et externes, à l'ingérence « diplomatique » dans les affaires souveraines d'autrui, aux stratagèmes pour payer les riches pour la grande entreprise, à la propagande impérialiste pro-guerre, à l'armement de mercenaires et aux prisons pour incarcérer plus de deux millions de ses citoyens.

La recherche et la série d'articles dans les médias de masse qui mènent à la conclusion que la cause de l'impossibilité de résoudre les problèmes est le manque d'argent ne tiennent pas compte des rapports de production dépassés entre la classe ouvrière et l'oligarchie financière et de la contradiction entre le caractère socialisé de l'économie et son contrôle par des intérêts privés concurrents, qui sont la racine du problème de l'inégalité et du manque de pouvoir des travailleurs face à leurs conditions. Ceux qui travaillent et vendent leur capacité de travail aux riches n'ont aucun contrôle économique ou politique sur l'économie et n'ont accès qu'à la partie de la valeur nouvelle qu'ils produisent qui leur est versée en salaires et par les programmes sociaux qui existent en échange de leur capacité à travailler.

Les riches qui possèdent et contrôlent les forces productives, la direction de l'économie et le système politique de partis cartellisés des partis démocrate et républicain exproprient la valeur ajoutée de la valeur nouvelle que les travailleurs produisent. La fiscalité est devenue un moyen général de l'oligarchie financière pour reprendre aux travailleurs ce qui leur a été payé en échange de leur capacité de travailler. L'élite dirigeante des factions concurrentes de l'oligarchie financière et leurs représentants politiques contrôlent la manière dont cette valeur est distribuée et utilisée. Les rapports de production dominants dictent le contrôle des impérialistes dominants sur l'économie et sa direction. La politique du système de partis cartellisés des partis démocrate et républicain reflète le contrôle et la domination des factions concurrentes de l'élite dirigeante.

La plupart des programmes sociaux, comme l'éducation et les soins de santé, augmentent la valeur de la capacité de travailler de la classe ouvrière. Les entreprises qui consomment cette valeur devraient la payer non pas sous forme d'impôts, mais en payant directement les institutions qui produisent la valeur. Pour accroître la valeur reproduite individuelle et sociale, il faut prendre des mesures pour accroître les investissements dans les programmes sociaux et les services publics gratuits, augmenter les salaires, les pensions et les avantages sociaux des travailleurs, arrêter de payer les riches et donner une nouvelle orientation antiguerre et prosociale à l'économie.

La classe ouvrière des États-Unis fait face à une lutte de classe pour s'organiser comme force sociale viable capable de défendre ses droits, d'obliger les riches à augmenter la valeur reproduite que les travailleurs reçoivent en échange de leur capacité de travail et, par sa propre politique indépendante, d'ouvrir la voie du renouveau démocratique et à une nouvelle direction de l'économie.

Le programme politique indépendant et le projet d'édification de la nation de la classe ouvrière et de ses alliés pour se donner le pouvoir par le renouveau démocratique doivent comprendre l'augmentation des investissements dans les programmes sociaux et des services publics gratuits pour garantir les droits de tous et de toutes, ainsi que des actions pour arrêter de payer les riches et pour démanteler l'économie de guerre et donner à l'économie une nouvelle direction prosociale. Cela peut être accompli par le développement de la politique indépendante organisée de la classe ouvrière et de sa propre pensée, conception du monde et ordre du jour contre la politique, la

conception du monde et l'ordre du jour des riches et leur système politique de partis cartellisés des factions concurrentes de l'oligarchie financière.

La classe ouvrière et ses alliés doivent développer leur propre politique indépendante, leurs médias, leur voix et leur personnalité démocratique. Ils ne peuvent pas compter sur les riches et leurs représentants politiques du système de partis cartellisés et des médias de masse pour agir ou parler en leur nom, pour résoudre les problèmes sociaux auxquels le pays fait face, donner une nouvelle direction prosociale et antiguerre à l'économie et au pays et ouvrir la voie à l'émancipation de la classe ouvrière.

(VOR, 13 décembre 2019. Traduction: LML. Photos : VOR, Future Boston All)



## Développements en Amérique latine et dans les Caraïbes

# Quinze années à la défense de l'unité, de la paix et de l'intégration

- Déclaration du XVIIe Sommet des chefs d'État et de gouvernement de  
l'ALBA-TCP -



1. Les chefs d'État et de gouvernement et les chefs de délégations des pays membres et invités de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de Notre Amérique-Traité de commerce entre les peuples (ALBA-TCP), se sont réunis à La Havane à l'occasion du 15e anniversaire de l'Alliance, fondée par Fidel Castro et Hugo Rafael Chavez, avec la ferme volonté de l'approfondir en tant qu'expression des aspirations à l'indépendance régionale et repart de l'intégration face aux menaces croissantes contre l'autodétermination, la souveraineté, la paix et la stabilité régionales.[1]

2. Nous revendiquons les idées de Bolivar, Marti, San Martin, Sucre, O'Higgins, Petion, Morazan, Sandino, Maurice Bishop, Garvey, Tupac Katari, Bartolina Sisa, Chatoyer et d'autres héros de l'indépendance.

3. Nous soulignons que l'unité et l'intégration régionales sont le seul moyen de faire face à la domination exercée par les structures hégémoniques du pouvoir mondial, qui ont laissé



nos peuples dans une situation historique de subordination.

4. Nous exprimons que l'ALBA-TCP est le premier front d'intégration authentiquement latino-américain et caribéen, fondé sur les principes de solidarité, de justice sociale, de défense de l'indépendance et de la souveraineté, d'autodétermination des peuples, de coopération et de complémentarité économiques, fruit de la profonde vocation intégrationniste de ses membres et de leur volonté politique de progresser ensemble vers un développement durable.

5. Nous soulignons les réalisations sociales de l'ALBA-TCP, axées sur les êtres humains, sans distinction d'origine ethnique, sociale, de croyance ou de position politique.

6. Nous soulignons le Programme d'alphabétisation, la mission Miracle, le programme de soins pour les handicapés, le Programme de cardiologie pour enfants d'Amérique latine, la formation de médecins intégraux à l'École latino-américaine de médecine à Cuba et au Venezuela, et PetroCaribe, ainsi que les Maisons de l'ALBA, les Jeux sportifs ALBA, TeleSur et Radio del Sur.

7. Nous soulignons les progrès réalisés par l'ALBA-TCP dans le domaine économique et financier, notamment 11 ans après la création de la Banque de l'ALBA, période au cours de laquelle divers projets ont été mis en oeuvre.

8. Nous ratifions notre engagement à construire un modèle alternatif de souveraineté économique, exprimé dans une Nouvelle architecture financière, afin de consolider un système d'échanges et de coopération solidaire, participatif et complémentaire.

9. Nous réaffirmons notre volonté de continuer à travailler et à coopérer dans la lutte contre le changement climatique, un phénomène qui est le produit du système capitaliste, avec ses modes de production et de consommation irrationnels

10. Nous mettons l'accent sur la participation et la pleine présence des mouvements sociaux, des mouvements de solidarité et des secteurs populaires dans le processus d'intégration, afin de progresser dans la construction de sociétés inclusives, culturellement diverses et responsables.

11. Nous condamnons la politique agressive et interventionniste du gouvernement des États-Unis qui, avec la complicité des oligarchies nationales et des médias corporatifs, associée aux conséquences de l'application brutale de modèles néolibéraux inhumains, sont les principales causes de la dangereuse instabilité régionale.

12. Nous rappelons que la politique actuelle du gouvernement des États-Unis à l'égard de Notre Amérique pose des problèmes qui entraînent des violations manifestes des principes consacrés par la Charte des Nations unies et le droit international, ainsi que des postulats de la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme Zone de paix.

13. Nous rejetons les menaces de recours à la force du gouvernement des États-Unis contre la République bolivarienne du Venezuela et le maintien et l'expansion des mesures coercitives unilatérales criminelles contre son peuple. Nous manifestons notre soutien à la Révolution bolivarienne, à l'unité civile et militaire de son peuple et au président constitutionnel du Venezuela.

14. Nous rejetons l'activation du Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) contre la République bolivarienne du Venezuela, qui représente un danger pour la paix, et pourrait faciliter la fabrication d'un prétexte et jeter les bases pour une éventuelle intervention militaire.

15. Nous condamnons le coup d'État contre le gouvernement constitutionnel d'Evo Morales en Bolivie, qui constitue une expression claire de la stratégie impérialiste des États-Unis et de leur intention permanente de violer l'autodétermination de nos peuples. La complicité de l'oligarchie bolivienne dans l'attaque violente contre les institutions démocratiques et le soutien d'autres

oligarchies de la région à cette violation flagrante de l'État de droit et des droits de l'Homme, ne laissent planer aucun doute.

16. Nous soulignons qu'en vue de récupérer les espaces conquis par les peuples avec des gouvernements progressistes, le gouvernement des États-Unis, en collusion avec les oligarchies de la région, relance des méthodes qui semblaient avoir été surmontées en Amérique latine et applique de nouvelles formules de guerre non conventionnelle.

17. Nous dénonçons le fait qu'en Bolivie, l'intolérance, le racisme et la répression brutale contre les mouvements sociaux et les peuples autochtones se sont multipliés, avec la ferme volonté de renverser les acquis obtenus sous la présidence d'Evo Morales Ayma.

18. Nous dénonçons le fait que les menaces et les tentatives répétées de déstabilisation contre le gouvernement légitime de la République soeur du Nicaragua constituent une violation du Droit international. Le gouvernement sandiniste du Nicaragua et son président, Daniel Ortega Saavedra, comptent sur notre solidarité et notre soutien.

19. Nous exprimons notre solidarité avec le peuple frère du Commonwealth de la Dominique et félicitons le premier ministre Roosevelt Skerrit pour sa réélection

20. Nous rejetons les actions d'ingérence contre le Suriname et les tentatives de déstabilisation de ce pays. Le gouvernement constitutionnel du Suriname et son président, Desiré Bouterse, comptent sur notre solidarité et notre soutien.

21. Nous rejetons fermement l'application de la Doctrine Monroe. Nous exigeons le respect de l'autodétermination de nos peuples, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États, le règlement pacifique des différends internationaux, le rejet du recours ou de la menace du recours à la force, tout en dénonçant le recours à des méthodes de guerre non conventionnelles pour renverser des gouvernements légitimes et l'imposition de mesures coercitives unilatérales.

22. Nous déclarons que la montée des gouvernements néolibéraux au pouvoir politique dans la région a entraîné un renversement évident des politiques sociales dans plusieurs pays, une augmentation des taux de pauvreté et des inégalités sociales.

23. Nous déclarons que la corruption croissante des gouvernements néolibéraux, leur exercice du pouvoir pour maximiser les profits des sociétés transnationales et des élites privilégiées ; la violence et la brutalité policière, ont provoqué l'explosion de manifestations dans Notre Amérique.

24. Nous dénonçons le mensonge inventé par les États-Unis voulant attribuer aux membres de cette Alliance la responsabilité dans l'organisation des protestations populaires massives dans la région

25. Nous condamnons la distorsion honteuse de la réalité latino-américaine par les États-Unis et les élites oligarchiques de la région qui cherchent à cacher la véritable origine des manifestations.

26. Nous rejetons les champions autoproclamés des droits de l'Homme et de la démocratie, qui ont de plus en plus recours à la militarisation et à la répression pour soutenir le modèle néolibéral en crise. Le soutien de plusieurs gouvernements à la répression brutale dans plusieurs pays et le silence complice d'autres pays est inacceptable.

27. Nous condamnons les actions systématiques du gouvernement des États-Unis visant à discréditer et à saboter la coopération internationale fournie par Cuba dans le domaine de la santé dans des dizaines de pays, qui a bénéficié à des millions de personnes, ainsi que les pressions énormes exercées contre plusieurs gouvernements pour interrompre l'accueil de la coopération cubaine.

28. Nous saluons l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies de la résolution intitulée « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique » par 187 voix pour, ce qui démontre une fois de plus l'isolement massif du gouvernement étasunien. La décision regrettable du gouvernement brésilien de voter contre, et du gouvernement colombien de s'abstenir, confirme la prise en otage de leurs politiques par des secteurs ouvertement soumis aux intérêts de la Maison-Blanche.



**Programme politique et culturel de célébration du 15<sup>e</sup> anniversaire de l'ALBA-TCP le 14 décembre 2019 sur le grand escalier de l'Université de La Havane**

29. Nous exprimons notre solidarité avec les pays frères des Caraïbes, qui ont subi le génocide de leurs populations autochtones, les horreurs de l'esclavage, la traite transatlantique et le pillage colonial et néocolonial, et qui sont aujourd'hui confrontés aux défis résultant du changement climatique, des catastrophes naturelles et du système financier injuste. Nous réaffirmons le droit des pays des Caraïbes à un traitement équitable, spécial et différencié. Les Caraïbes trouveront toujours en l'ALBA-TCP une plateforme d'articulation, de coopération et de complémentarité.

30. Nous exprimons notre désir d'unité et d'intégration qui confirme l'importance de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), véritable mécanisme de promotion des intérêts communs de nos nations. À cet égard, nous nous engageons à soutenir le Mexique dans l'exercice de la présidence tournante de la Communauté.

31. Nous nous félicitons de l'adhésion d'Antigua-et-Barbuda en tant que membre à part entière de la Banque de ALBA.

32. Les défis auxquels nous sommes confrontés réaffirment la nécessité de resserrer les rangs face aux menaces, aux interférences et aux agressions extérieures. Unis, nous affronterons l'interventionnisme et les coups d'État. Nous sommes animés par la profonde conviction que la construction de l'avenir meilleur que nous désirons et pour lequel nous travaillons est entre les mains des peuples libres.

33. Garantissons la réalisation des droits à la vie, à la paix, à l'autodétermination et au développement de nos peuples. Unissons-nous ! La victoire des justes causes que nous revendiquons dépend de l'unité.

« Nous recherchons la solidarité non pas comme une fin en soi, mais comme un moyen de réaliser la mission universelle de Notre Amérique » - *José Martí, Notre Amérique*

*La Havane, le 14 décembre 2019*



**Réunion du chapitre d'Ottawa des Mouvements sociaux ALBA le 9 novembre 2019 pour discuter des luttes des peuples d'Amérique latine contre l'impérialisme et le néolibéralisme**

## Note

1. Antigua-et-Barbuda, Cuba, la Dominique, la Grenade, le Nicaragua, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, le Suriname et le Venezuela sont actuellement membres de l'ALBA-TCP.

*(Granma. Photos : A. Paredes, Radio Havana, Minrex)*



---

# Notre Amérique face aux attaques de l'impérialisme et des oligarchies

**- Ministère des Relations extérieures de Cuba -**



**Rassemblement devant le Musée des beaux-arts de Vancouver le 3 décembre 2019 en appui aux luttes du peuple chilien et des autres peuples d'Amérique latine contre le néolibéralisme et la répression d'État**

Les événements les plus récents dans la région confirment le gouvernement des États-Unis et les oligarchies réactionnaires comme les principaux responsables des dangereux bouleversements et de l'instabilité politique et sociale en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Comme nous en avait prévenu le Premier secrétaire du Parti communiste de Cuba, le général d'armée Raul Castro Ruz, dans son discours du 1er janvier 2019 : « Ceux qui se bercent d'illusions avec la restauration du pouvoir impérialiste dans notre région devraient comprendre que l'Amérique latine et les Caraïbes ont changé, tout comme le monde. (...) La région ressemble à une grande prairie en période de sécheresse. Une étincelle pourrait provoquer un incendie incontrôlable qui

nuirait aux intérêts nationaux de tous. »

Le Président Donald Trump proclame la validité de la Doctrine Monroe et fait appel au maccartisme afin de préserver la domination impérialiste sur les ressources naturelles de la région ; entraver l'exercice de la souveraineté nationale et les aspirations d'intégration et de coopération régionales ; tenter de rétablir son hégémonie unipolaire à l'échelle mondiale et continentale ; en finir avec les modèles progressistes, révolutionnaires et alternatifs au capitalisme sauvage ; inverser les conquêtes politiques et sociales et imposer des modèles néolibéraux, sans se soucier du Droit international, des règles du jeu de la démocratie représentative, de l'environnement ou du bien-être des peuples.

Le lundi 2 décembre, le secrétaire d'État Mike Pompeo a proféré des menaces contre Cuba et le Venezuela, les accusant de tirer profit de l'agitation dans les pays de la région et de l'attiser. Il déforme et manipule la réalité et il occulte le fait que l'intervention permanente des États-Unis en Amérique latine et dans les Caraïbes est l'élément central de l'instabilité régionale.

Les manifestations légitimes et les mobilisations populaires massives qui ont lieu sur le continent, notamment dans l'État plurinational de Bolivie, au Chili, en Colombie, en Équateur et au Brésil, sont causées par la pauvreté et l'inégalité croissante dans la répartition de la richesse ; la conviction que les formules néolibérales aggravent la situation insoutenable d'exclusion et de vulnérabilité sociales ; l'absence ou la précarité des services de santé, d'éducation et de sécurité sociale ; les atteintes à la dignité humaine ; le chômage et la restriction des droits du travail ; la privatisation, l'augmentation des prix et la suppression des services publics, ainsi que l'augmentation de l'insécurité des citoyens.



**Manifestations à Montréal le 1er décembre 2019 (haut) et à Calgary le 26 octobre 2019, deux parmi les nombreuses manifestations tenues partout au Canada en appui à la lutte courageuse du peuple chilien pour l'affirmation de ses droits face à la répression brutale de l'État chilien**

Ces formules révèlent la crise des systèmes politiques, l'absence d'une véritable démocratie, le discrédit des partis conservateurs traditionnels, la protestation contre la corruption historique caractéristique des dictatures militaires et des gouvernements de droite, le faible soutien populaire aux autorités officielles et la méfiance à l'égard des institutions et du système judiciaire.

Les gens protestent également contre la répression policière brutale, la militarisation de la police sous prétexte de protéger les infrastructures critiques, l'exonération de responsabilité pénale pour les répresseurs, l'utilisation d'armes de guerre et antiémeutes qui causent des morts, des blessures graves, y compris des centaines de jeunes ayant subi des blessures irréversibles aux yeux par l'utilisation de balles de caoutchouc, la criminalisation des manifestations, les viols, les passages à tabac et la violence contre les détenus, dont des mineurs, et aussi l'assassinat de dirigeants sociaux, de guérilleros démobilisés et de journalistes.

Les États-Unis défendent et soutiennent la répression contre les manifestants sous prétexte de sauvegarder le soi-disant « ordre démocratique ». Le silence complice de plusieurs gouvernements, institutions et personnalités qui s'avèrent très actifs et critiques à l'égard de la gauche est une honte. La complicité des grands médias est une ignominie.

Les peuples se demandent à juste titre : où est la démocratie et l'État de Droit ? Que font les institutions censées se consacrer à la protection des droits humains et où est le système judiciaire dont on proclame l'indépendance ?

Revenons sur quelques faits. En mars 2015, le président Barack Obama signe un Décret exécutif saugrenu déclarant la République bolivarienne du Venezuela comme « une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale, l'économie et la politique extérieure » de cette grande puissance.

En novembre 2015 a lieu la coûteuse défaite électorale de la gauche en Argentine.

L'offensive néolibérale connaît un moment décisif en août 2016, avec le coup d'État parlementaire et judiciaire au Brésil contre la présidente Dilma Rousseff, la criminalisation et l'emprisonnement des dirigeants du Parti des travailleurs, et plus tard de l'ancien président Luiz Inacio Lula Da Silva, avec la participation précoce du Département de la Justice des États-Unis, à travers la Loi sur la corruption dans les transactions à l'étranger, visant à installer un gouvernement sous sa dépendance, prêt à inverser d'importantes conquêtes sociales par le biais d'ajustements néolibéraux, à effectuer des changements nuisibles au modèle de développement, à permettre la destruction de l'entreprise nationale et la spoliation par la privatisation ; à vendre à bas prix les ressources et l'infrastructure du pays aux sociétés transnationales étasuniennes.

Fin 2017, une manifestation a eu lieu au Honduras contre le résultat électorale, laquelle fut violemment réprimée.

En janvier 2018, les États-Unis font échouer la signature d'un accord entre le gouvernement vénézuélien et l'opposition manipulée depuis Washington. Un mois plus tard, le secrétaire d'État proclame l'actualité de la Doctrine Monroe et appelle à un coup d'État militaire contre la Révolution bolivarienne et chaviste.

En mars 2018, l'assassinat atroce de la conseillère municipale brésilienne Marielle Franco suscite une vague d'indignation dans son pays et dans le monde, alors que les sombres implications des groupes de pouvoir sont encore inconnues. En avril, Lula est emprisonné sur la base de manoeuvres juridiques fallacieuses. On ne compte pas les innombrables preuves de l'intervention des États-Unis dans les élections brésiennes par le biais de sociétés spécialisées qui utilisent des technologies de « mégadonnées » et de polymétrie pour manipuler la volonté des électeurs de façon individuelle, comme celles utilisées par l'ultraréactionnaire Steve Bannon et autres Israéliens.

Au cours de cette période, des procédures judiciaires sont ouvertes contre les anciens présidents Cristina Fernandez de Kirchner et Rafael Correa. En avril 2018, les États-Unis tentent de déstabiliser le Nicaragua par des ingérences extérieures et l'application de mesures coercitives unilatérales.



**Manifestation à Toronto le 4 février 2019 pour dénoncer le leadership canadien dans le Groupe de Lima et dire : « Ne touchez pas au Venezuela ! »**

Le 4 août 2018 se produit la tentative d'assassinat contre le président Nicolas Maduro Moros. En janvier 2019, organisée depuis Washington, a lieu l'autoproclamation de Juan Guaido, un inconnu corrompu. En mars 2019, le président Trump renouvelle le Décret exécutif qui qualifie le Venezuela de menace. Le 30 avril, la tentative de coup d'État militaire à Caracas est un échec spectaculaire, si bien que les États-Unis, de façon vindicative, montent d'un cran leur guerre non conventionnelle contre la nation sud-américaine qui résiste avec ténacité et héroïsme en s'appuyant sur l'union civique et militaire de son peuple.

Durant toute cette période, le gouvernement des États-Unis met en oeuvre des politiques anti-immigrés sauvages et fait preuve d'un comportement agressif, plein de haine, pour alimenter la peur et la division des électeurs. Il tente de construire le mur xénophobe à la frontière avec le Mexique, menace ce pays et l'Amérique centrale d'énormes taxes douanières et de sanctions s'ils n'interceptent pas les gens qui fuient la pauvreté et l'insécurité, et multiplie les expulsions. Il sépare cruellement des milliers d'enfants de leurs parents. 69 000 mineurs sont arrêtés, alors qu'il prétend expulser les enfants des immigrants nés et élevés sur le territoire étasunien.

Faisant preuve d'une subordination éhontée aux États-Unis, le gouvernement d'extrême droite du Brésil dirigé par Jair Bolsonaro a eu recours au mensonge, au discours xénophobe, raciste, misogynne et homophobe, associé à des envolées délirantes sur des phénomènes sociaux et politiques comme le changement climatique, les populations indigènes, les incendies en Amazonie et l'émigration, qui ont provoqué la condamnation de nombreux dirigeants et organisations. Depuis le début de son mandat, il a procédé au démantèlement systématique des politiques sociales qui avaient permis au Brésil, sous les gouvernements du Parti des travailleurs, de réduire considérablement les niveaux de pauvreté et d'exclusion sociale.

À partir de mai 2019, des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues pour protester contre les coupes dans l'éducation, les réformes du système de retraite, les politiques discriminatoires et la violence de genre.

Le gouvernement du Brésil est intervenu dans les affaires intérieures de pays voisins tels que le Venezuela, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay, et a adopté des positions hostiles à l'égard de Cuba, en violation du Droit international. Comme l'a rapporté la presse brésilienne en avril 2019, le ministère des Affaires étrangères a chargé 15 de ses ambassades de se concerter avec les ambassades des États-Unis pour exhorter les gouvernements des pays auprès desquels ils sont accrédités à condamner Cuba dans les instances internationales.

Pour la première fois depuis 1992, le Brésil a voté cette année contre, faisant cavalier seul avec les États-Unis et Israël, la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies qui appelle à la levée du blocus économique, commercial et financier que les États-Unis durcissent aujourd'hui contre Cuba, et à la cessation de l'application extraterritoriale de ses lois à l'encontre d'États tiers.

Dans le même temps, le gouvernement colombien s'est abstenu lors du vote de la résolution qu'il soutenait depuis 1992 et qui exige, à un moment où il s'intensifie, la levée du blocus génocidaire des États-Unis contre Cuba et sa portée extraterritoriale. Pour justifier cette décision choquante, les autorités de ce pays se sont livrées à la manipulation, ingrate et politiquement motivée, sur la contribution altruiste, engagée, discrète et incontestable de Cuba à la paix en Colombie, une question dans laquelle le rôle de notre pays est universellement reconnu. Le débat large et critique que cette attitude a généré dans ce pays est bien connu et, néanmoins, nous continuerons de l'accompagner dans ses efforts pour parvenir à la paix.

La calomnie des États-Unis visant à attribuer à Cuba de soi-disant responsabilités dans l'organisation de mobilisations populaires contre le néolibéralisme en Amérique du Sud constitue un incroyable prétexte pour justifier et renforcer le blocus et la politique hostile à l'égard de notre peuple. De même, elle constitue une tentative inutile pour masquer l'échec du système capitaliste, pour protéger les gouvernements chancelants et répressifs, pour cacher les coups d'État parlementaires, judiciaires et policiers et agiter le spectre du socialisme pour intimider le peuple. Ces manoeuvres visent également à justifier la répression et la criminalisation de la contestation sociale.

La seule responsabilité de Cuba est celle qui émane de l'exemple donné par son peuple héroïque dans la défense de sa souveraineté, dans la résistance aux agressions les plus brutales et systématiques, dans la pratique invariable de la solidarité et de la coopération avec les pays frères d'Amérique latine et des Caraïbes.

L'impérialisme ne supporte pas que Cuba ait montré qu'un autre monde est possible et qu'un modèle alternatif au néolibéralisme peut être construit, fondé sur la solidarité, la coopération, la dignité, la répartition équitable des revenus, l'accès équitable à l'épanouissement professionnel, à la sécurité et à la protection des citoyens et à la pleine libération des êtres humains.



**Discussion sur la situation actuelle à Cuba le 4 décembre 2019 avec Son Excellence Josefina Vidal Fereiro, l'ambassadrice de la République de Cuba au Canada, au cégep de l'Outaouais**

La Révolution cubaine est également la preuve qu'un peuple étroitement uni, maître de son pays et de ses institutions, dans une démocratie permanente et profonde, peut résister victorieusement et faire progresser son développement, face à la plus longue agression et au plus long blocus de l'histoire.

Le coup d'État en Bolivie, orchestré par les États-Unis en utilisant l'OEA et l'oligarchie locale

comme instruments, est une démonstration de l'agressivité de l'assaut impérialiste. Cuba réitère sa condamnation du coup d'État, de la répression brutale déclenchée dans ce pays, et exprime sa solidarité avec le *compañero* Evo Morales Ayma et le peuple bolivien.

Alors que le gouvernement des États-Unis poursuit sa guerre non conventionnelle pour tenter de renverser le gouvernement légitimement constitué du président Nicolas Maduro Moros, en invoquant le Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR), Cuba ratifie sa volonté inébranlable de maintenir sa coopération avec le gouvernement et le peuple vénézuéliens

Nous réaffirmons notre solidarité au gouvernement et au peuple sandinistes du Nicaragua, dirigés par le président Daniel Ortega, qui sont en butte aux tentatives de déstabilisation et aux mesures coercitives unilatérales des États-Unis.

Le gouvernement légitime du Commonwealth de la Dominique et son Premier ministre Roosevelt Skerrit méritent la solidarité internationale et celle du peuple cubain, à un moment où cette île est victime de l'ingérence extérieure qui a déjà provoqué des violences et vise à faire avorter le processus électoral.

Dans ce scénario complexe, le gouvernement d'Andrés Manuel Lopez Obrador au Mexique affronte le néolibéralisme et défend les principes de non-intervention et de respect de la souveraineté, tandis que l'élection d'Alberto Fernandez et de Cristina Fernandez à la présidence et à la vice-présidence en Argentine exprime le rejet sans équivoque par ce pays des formules néolibérales qui l'ont appauvri, endetté et ont gravement précarisé son peuple. La libération de Lula est une victoire des peuples, et Cuba réitère son appel à la mobilisation mondiale pour exiger sa pleine liberté, la reconnaissance de son innocence et la restitution de ses droits politiques.

La corruption qui caractérise le comportement de l'actuelle administration des États-Unis est désormais indéniable. Son impact sur les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes se traduit par un coût en vies humaines, en souffrances, en instabilité et en dommages économiques.

Dans la conjoncture dramatique que vivent la région et le monde, Cuba réaffirme les principes de souveraineté, de non-ingérence dans les affaires intérieures des États et le droit de chaque peuple de choisir et de construire librement son système politique, dans un climat de paix, de stabilité et de justice, sans menaces, agressions ni mesures coercitives unilatérales, et appelle au respect des principes de la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes en tant que Zone de paix.

Cuba continuera d'oeuvrer sur la voie de l'intégration de Notre Amérique, qui passe par la mobilisation de tous les efforts pour que la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui sera bientôt présidée par le Mexique, continue de promouvoir les intérêts communs de nos nations en renforçant leur unité dans la diversité.

À l'assaut implacable des forces les plus réactionnaires du continent, Cuba oppose la résistance inflexible de son peuple et sa volonté de défendre l'unité de la nation, ses conquêtes sociales, sa souveraineté et son indépendance, et le socialisme quel qu'en soit le prix. Nous le faisons avec l'optimisme et avec la confiance inébranlable dans la victoire que nous a léguée le commandant en chef de la Révolution cubaine, Fidel Castro Ruz, sous la conduite du Premier secrétaire de notre Parti, le général d'armée Raul Castro, et sous la direction du président Miguel Diaz-Canel.

*(Minrex, La Havane, 3 décembre 2019)*



## 30e anniversaire de l'invasion de Panama par les États-Unis

- Carlos Perez Morales -



Image affichée sur le compte twitter du président vénézuélien Maduro pour commémorer le 30e anniversaire de l'invasion de Panama par les États-Unis en 1989

Le souvenir de Noël 1989 est très présent au Panama parce qu'il est associé à l'invasion militaire brutale des États-Unis. Vingt-sept mille soldats américains plus 12 000 autres postés dans les 14 bases militaires américaines de l'ancienne « zone du canal » ont impitoyablement attaqué cette petite république d'Amérique centrale.

Selon les États-Unis, dans les mots de son président George Bush, l'invasion avait pour but de protéger « des vies américaines » et de renverser le gouvernement du dictateur Manuel Antonio Noriega. Nous savons que pour renverser la dictature de Noriega, une invasion militaire de cette nature n'était pas justifiée. Seule une petite force militaire était nécessaire pour éliminer Noriega du gouvernement panaméen.

D'autres méthodes auraient également pu être utilisées sans verser une seule goutte de sang. Aujourd'hui, nous savons également que l'invasion, qui a fait plus de 6 000 morts parmi les Panaméens, avait vraiment d'autres objectifs.

Les États-Unis voulaient retrouver leur hégémonie dans la région. Deuxièmement, l'invasion avait pour objectif d'éliminer les forces de défense du Panama, établies par le général Manuel Antonio Noriega. Troisièmement, c'était une répétition pour le modèle de guerre totale, sans égard à la portée de l'expérience. Dans ce cadre, de nouvelles armes ont été mises à l'essai telles que les bombardiers furtifs par F-11, des bombes de 2000 livres, des missiles Hellfire, des hélicoptères et lanceurs de missiles Blackhawk, Apache AH-64 et Cobra, des avions d'assaut A-37, des canons de 30 mm à tir rapide et des fusils M-16 avec viseurs infrarouges.

Une autre grande raison est qu'en janvier 1990, il appartenait à Noriega de nommer l'administrateur pour le canal de Panama, tel qu'établi dans les traités Torrijos-Carter.

L'attaque contre le Panama a commencé depuis la colline Ancon vers le quartier pauvre d'El Chorrillo. Ce quartier a été incendié par l'armée américaine et plusieurs milliers de personnes sont mortes, dont des femmes et des enfants. À ce jour, nous ne savons pas combien de personnes sont

mortes dans cette attaque car les soldats américains ont traîné de nombreux corps dans l'ancienne « zone du canal », où ils ont été enterrés dans des fosses communes.



L'assaut impitoyable s'est poursuivi dans d'autres quartiers de la ville où plus de 400 bombes ont été larguées. Les États-Unis ont attaqué d'autres endroits qu'ils jugeaient de la plus haute importance en République du Panama. « Le pays a fait faillite et au cours des mois suivants, il y a eu des licenciements massifs de fonctionnaires et de travailleurs d'entreprises privées. » (Ecured, 2009)

Le gouvernement des États-Unis a fait prêter serment à Guillermo David Endara Galimany en tant que président du Panama et Ricardo Arias Calderon en tant que vice-président sur l'une de leurs bases militaires dans l'ancienne zone du canal. Le président Endara a été le président « fantoche » des États-Unis au Panama. Il a toujours été au service de la puissance impériale américaine, en suivant ses ordres. Une conséquence immédiate de l'invasion a été le rétablissement au pouvoir de l'oligarchie.

En tant que Latino-Américains, nous ne pouvons oublier cet acte d'agression contre le Panama mené par l'empire étasunien.

*Carlos Perez Morales est un historien portoricain.*

*(Nodal, 20 décembre 2019. Traduction : LML)*



---

**Bolivie**

## **Défaite retentissante des États-Unis à l'Organisation des États américains après l'adoption de la résolution caribéenne**

**- Cubadebate -**

Le 18 décembre, les États-Unis et le secrétaire de l'Organisation des États américains (OÉA) Luis Almagro ont subi une défaite retentissante à l'OÉA lorsque la Communauté caribéenne

(CARICOM) a réussi à faire adopter une résolution sur la Bolivie au Conseil permanent.

Avant la réunion du Conseil permanent, la représentation de la Bolivie avait proposé des amendements à l'ébauche de résolution de la CARICOM. La Grenade a débuté la réunion en faisant remarquer que les amendements proposés ne constituaient pas un amendement à l'ébauche de la CARICOM mais bien une nouvelle ébauche de résolution.

Le représentant du gouvernement issu du coup en Bolivie a répondu qu'il n'était pas d'accord et qu'il ne s'agissait pas d'un nouveau document. Il a dit qu'il pensait que l'ébauche de résolution de la CARICOM serait plus constructive si elle contribuait à la paix en Bolivie « plutôt que de soutenir l'intention de mettre le pays à feu comme le souhaite Evo Morales ». Il a ajouté que beaucoup de gens ne sont pas intéressés de savoir ce qui s'est passé en Bolivie et qu'il ne s'agissait pas d'une action ciblant les peuples autochtones mais de gestes de groupes armés qui ont appuyé Evo Morales et son appel à encercler les villes.

Le Belize a présenté une motion d'ordre proposant que l'ébauche d'amendement de la Bolivie soit mise au vote.

Le résultat du vote a été comme suit :

**Huit en faveur** : Bolivie, Brésil, Colombie, États-Unis, Équateur, Panama, Paraguay et Venezuela (le représentant du président autoproclamé Guaido)

**Dix-sept contre** : Antigua-et-Barbuda , Argentine, la Barbade, Belize, Dominique, Guyane, Grenade, Jamaïque, Mexique, Trinidad-et-Tobago, Nicaragua, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Surinam, Uruguay, les Bahamas, Saint-Christophe-et-Nevis

**Huit abstentions** : Canada, Costa Rica, Chili, Guatemala, Salvador, République dominicaine, Pérou et Honduras

**Un absent** : Haïti

Le projet bolivien a donc été rejeté.

L'ambassadeur des États-Unis a alors proposé que le vote se tienne sur l'ébauche de résolution de la CARICOM, qui a donné le résultat suivant :

**Dix-huit en faveur** : Antigua-et-Barbuda , Argentine, les Bahamas, la Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyane, La Jamaïque, Mexique, Trinidad-et-Tobago, Nicaragua, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Saint-Christophe-et-Nevis, Surinam, Uruguay et Panama

**Quatre contre** : Bolivie, Colombie, États-Unis, Venezuela (le représentant de l'autoproclamé Guaido)

**Onze abstentions** : Canada, Costa Rica, Guatemala, Salvador, République dominicaine, Équateur, Pérou, Honduras, Brésil, Chili et Paraguay

**Un absent** : Haïti

Conséquemment, la résolution « Rejet de la violence et appel au plein respect des droits des peuples autochtones dans l'État plurinational de Bolivie » a été adoptée.

Dans une note en bas de page, plusieurs délégations ont expliqué les motifs de leur vote. La note de l'ambassadeur colombien a attiré l'attention par son langage agressif et même offensant envers les auteurs de la résolution et ceux qui l'ont appuyée. Les représentants de la Colombie et des États-Unis ont attaqué le Venezuela tandis que le représentant de Guaido s'en est pris au Nicaragua.

## Résolution du Conseil permanent

« Rejet de la violence et appel au plein respect des droits des peuples autochtones dans l'État plurinational de la Bolivie » tel que proposé par les États membres de la communauté caribéenne (CARICOM)

Le Conseil permanent de l'Organisation des États américains affirme,

TENANT COMPTE des objectifs et des principes de la Charte des Nations unies et de ceux de la Charte de l'Organisation des États américains (OÉA) ;

GARDANT À L'ESPRIT que les conventions internationales et hémisphériques sur les droits de l'homme comprennent les valeurs et les principes de la liberté, de l'égalité et de la justice sociale qui sont intrinsèques à la démocratie ;

RAPPELANT la Déclaration des Nations unies sur les peuples autochtones, dont l'article 1 stipule que « les peuples autochtones ont le droit, à titre collectif ou individuel, de jouir pleinement de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales reconnus par la Charte des Nations unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et le droit international relatif aux droits de l'homme » ; la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale des Nations unies et la Déclaration américaine sur les droits des peuples autochtones (AG / RES. 2888 (XLVI-O / 16), dont l'article XII se lit : « Les peuples autochtones ont le droit de ne pas faire l'objet de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'autres formes connexes d'intolérance. Les États adoptent les mesures préventives et correctives nécessaires pour garantir pleinement et efficacement la protection de ce droit. »

CONSTATANT les sérieuses préoccupations sur la situation des droits de l'homme, y compris la violence raciste et discriminatoire, exprimée par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) dans ses observations préliminaires du 10 décembre 2019, à la suite de sa visite en Bolivie ;

CONSTATANT AUSSI les conclusions de la CIDH sur l'existence d'une vague de violence ayant suivi le processus électoral et les graves allégations au sujet de violations des droits de l'homme, dont des détentions et des arrestations arbitraires, des tueries et des meurtres, des blessures infligées à la population civile, la criminalisation et la persécution d'opposants politiques et des violations de la liberté d'expression ;

RAPPELANT la « Déclaration sur les droits des peuples autochtones dans les Amériques » (AG / DEC. 79 (XLIV-O / 14) qui réaffirme que le progrès dans la promotion et la protection effective des droits des peuples autochtones des Amériques est une priorité pour l'OÉA ;

RAPPELANT AUSSI l'article 9 de la Charte démocratique interaméricaine qui déclare que « l'élimination de toutes les formes de discrimination, notamment la discrimination basée sur le sexe, l'ethnie et la race, et des diverses formes d'intolérance, ainsi que la promotion et la protection des droits de la personne et de ceux des peuples autochtones et des migrants, le respect de la diversité ethnique culturelle et religieuse dans les Amériques, contribuent au renforcement de la démocratie et à la participation des citoyens » ;

RECONNAISSANT QU'en dépit des améliorations qui ont été apportées dans la dernière décennie, les peuples autochtones de la Bolivie ont souffert des injustices historiques causées par la colonisation et la dépossession de leurs terres, de leurs territoires et de leurs ressources, entre autres dépossession, laquelle les a empêchés d'exercer pleinement, en particulier, leur droit au développement conformément à leurs propres besoins et intérêts ;

SOULIGNANT QUE les droits inhérents des peuples autochtones de la Bolivie, qui découlent de leurs structures politiques, économiques et sociales, de même que de leurs cultures, de leurs traditions spirituelles, de leurs récits et de leur philosophie, en particulier leur droit à leurs terres, leurs territoires et leurs ressources, doivent être respectés et promus ;

RÉAFFIRMANT que les peuples autochtones, dans l'exercice de leurs droits, doivent vivre libres de toute forme de discrimination ;

CONSIDÉRANT l'importance d'éliminer toutes les formes de discrimination ou de violence raciales découlant de ces formes qui affectent les citoyens des Amériques, en particulier les peuples autochtones, tenant compte de la responsabilité qui incombe à ces États de les combattre ;

AFFIRMANT QUE toute doctrine, politique et pratique qui repose sur la promotion de la supériorité de peuples ou de personnes sur la base de différences nationales, raciales, religieuses, ethniques ou culturelles en Bolivie, est raciste, fausse du point de vue scientifique, invalide juridiquement, moralement condamnable et injuste socialement ; et

ACCUEILLANT l'accord signé entre les autorités boliviennes et la CIDH visant à l'établissement d'un groupe indépendant d'experts internationaux pour faire enquête sur les actes de violence qui se sont produits entre septembre et décembre 2019 ;

#### DÉCIDE DE

1. CONDAMNER les violations des droits de l'homme et le recours à la violence contre tout citoyen de la Bolivie, en particulier toute forme de violence et d'intimidation à l'égard des Boliviens d'origine autochtone.
2. CONDAMNER également l'intolérance envers les symboles, vestiges traditionnels et pratiques religieuses, de même qu'envers tout aspect de la civilisation autochtone qui puisse être sujette à un traitement inégal ou à une mention inégale.
3. SOULIGNER la nécessité que les autorités de l'État plurinational de Bolivie s'acquittent de leur responsabilité inhérente, en tant que membre de la communauté des nations, de protéger les droits humains de tous en Bolivie.
4. APPELER les autorités de l'État plurinational de la Bolivie à respecter, garantir et mettre en oeuvre en pratique toutes leurs obligations en vertu du droit international relatif aux peuples autochtones, en particulier celui relié aux droits de l'homme.
5. RÉITÉRER l'appel émis par le Conseil permanent de l'OÉA le 20 novembre 2019, dans sa résolution CP / RES. 1140 (2259/19) rev. 1, à tous les acteurs politiques et civiques de la Bolivie, incluant toutes les autorités, la société civile, les forces militaires et de sécurité et le public en général, à mettre fin immédiatement à la violence, à préserver la paix et à rechercher un dialogue franc qui promeut la réconciliation démocratique nationale.
6. APPELER les autorités boliviennes à garantir, d'une manière entière et sans restriction, à respecter et protéger les droits de l'homme et à assumer sa responsabilité face à toute violation de ses droits, conformément au droit international en matière de droits de l'homme, tel que reflété dans la résolution CP / RES. 1140 (2259/19) rev. 1 du Conseil permanent de l'OÉA.

*(Site de l'OÉA, 18 décembre 2019. Traduction : LML)*



## Venezuela

# Le gouvernement bolivarien rejette la loi des États-Unis qui approfondit l'agression contre le peuple vénézuélien

- *Communiqué du gouvernement bolivarien du Venezuela* -

La République bolivarienne du Venezuela rejette catégoriquement la nouvelle agression interventionniste entreprise par l'élite dominante des États-Unis d'Amérique, cette fois en tentant d'adopter une loi ironiquement baptisée *Loi sur l'aide d'urgence, l'aide à la démocratie et le développement pour le Venezuela*, conçue pour approfondir les attaques contre le peuple vénézuélien et violer sa souveraineté et son ordre constitutionnel interne.

Derrière cette chaîne d'euphémismes se cache un instrument qui vise à accentuer la mise en oeuvre de mesures coercitives unilatérales, illégales, tout en violant la Charte des Nations unies, dans la mesure où elles portent atteinte aux droits humains de plus de 30 millions de Vénézuéliennes et Vénézuéliens. De plus, dans un délire d'arrogance impériale, le Congrès américain entend, par cet acte législatif, s'arroger le droit de punir les pays qui entretiennent des relations commerciales avec le Venezuela.

En bref, cette loi ne vise que la restauration du Venezuela néolibéral et le pillage de ses ressources, pour lequel elle propose ouvertement un prétendu régime de tutelle légale sur le Venezuela, dans lequel même ses alliés politiques locaux fantoches de l'opposition vénézuélienne seraient liés aux opinions et « recommandations » du gouvernement américain.

Au lieu de résoudre le problème que plus de 50 millions d'Étatsuniens vivent dans la pauvreté ou de faire cesser la grave violation des droits humains de plus de 5 000 familles de migrants qui ont été séparées cette année dans leur pays jusqu'à présent, le Congrès américain entend gaspiller l'argent des contribuables pour financer la déstabilisation du Venezuela et fournir des ressources aux gouvernements satellites et aux complices de sa stratégie.

Face à cette nouvelle agression, le peuple et le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela restent fermement sur la voie de la légalité, de la paix et des efforts héroïques pour construire la justice sociale, toujours prêts à défendre, quelles que soient les éventualités, sa Constitution et sa démocratie participative contre les mesures coercitives illégales et les actes de guerre et de déstabilisation.

La dignité du peuple de Bolivar restera intacte face à toute attaque suprémaciste, tout comme sa volonté de rester libre et souverain et de vivre en paix.

(20 décembre 2019. Traduction : LML)



---

## Les États-Unis adoptent une nouvelle loi renforçant les mesures coercitives unilatérales

- *Misión Verdad* -

La *Loi du secours d'urgence, de l'aide démocratique et du développement du Venezuela*, ou Loi

VERDAD selon son acronyme, a été approuvée le 16 décembre par la Commission sénatoriale sur les affaires étrangères et par le Sénat tout entier le 19 décembre.

Les sénateurs américains Marco Rubio (républicain) et Bob Menendez (démocrate), les architectes principaux du siège du Venezuela par le Congrès des États-Unis, sont les visages publics de cette initiative dans laquelle on trouve également des représentants démocrates de la Floride comme Donna Shalala, Debbie Wasserman Schultz et Debbie Mucarsel-Powell.



**Tandis que les États-Unis multiplient les mesures coercitives contre le Venezuela, les Nations unies acceptent l'accréditation du président de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolas Maduro, le 18 décembre 2019, le confirmant comme unique représentant du Venezuela à l'ONU.**

La loi est une initiative partisane et bicamérale qui représente une manoeuvre de l'État profond des États-Unis pour protéger juridiquement et perpétuer le siège et la stratégie d'asphyxie de la République bolivarienne du Venezuela.

La loi VERDAD (*vérité en français – Note de LML*) vise à escalader et à renforcer les mesures coercitives unilatérales contre le pays. Bien que l'étendue de son application semble se limiter au niveau dirigeant du gouvernement bolivarien, il vise plutôt à renforcer les mesures d'asphyxie économique et le blocus total de l'économie vénézuélienne.

Elle prévoit aussi l'expansion des ressources allouées à la tristement célèbre « restauration de la démocratie vénézuélienne » tant vantée. Autrement dit, c'est un effort pour renforcer l'allocation des ressources pour la déstabilisation du pays par le Congrès.

### **Argent et arrière-plan**

En juin 2018, le Sénat a approuvé 20 millions de dollars et la Chambre des représentants un montant additionnel de 15 millions pour réaliser ces objectifs.

À ces ressources s'ajoutent maintenant les 400 millions de dollars qui seront destinés, en vertu de la *Loi VERDAD*, aux dirigeants du coup au Venezuela dirigés par Voluntad Popular, sous la couverture traditionnelle de la fourniture d'une « aide humanitaire » qui est la catégorie dans laquelle cette aide va se retrouver dans le budget de l'année fiscale 2020.

Et il se trouve encore des journalistes, des analystes et des personnalités des médias sociaux qui se

demandent où Juan Guaido et compagnie prennent toutes les ressources pour leurs voyages à l'étranger et les produits de luxe auxquels ils sont habitués, sans parler de leurs magouilles qui font les manchettes.

À cause de ces similitudes, étant une initiative bipartisane, appuyée dans les deux chambres, allouant des ressources pour la déstabilisation, créant un faux cadre juridique pour mettre en oeuvre un blocus économique, la *Loi VERDAD* est semblable à la *Loi Helms-Burton* appliquée contre Cuba depuis 1995.

La *Loi VERDAD* présente aussi des similitudes avec la loi qui a été approuvée en 2015 par le Congrès des États-Unis autorisant la guerre contre l'État islamique en Syrie. Dans cette loi, ce sont les violations alléguées contre les droits humains par le gouvernement de Bachar el-Assad qui ont été utilisées pour mener une guerre sur deux fronts et allouer des ressources pour la « restauration de la démocratie » dans le pays arabe.

La similitude entre les deux décrets consiste aussi dans l'allocation de ressources à une opposition qui est déjà prête à prendre le chemin de la voie armée et à recourir à l'insurrection comme méthode de lutte politique.

À l'égard du Venezuela, cette nouvelle loi oblige le département d'État à travailler en coordination avec les organisations non gouvernementales (ONG), les médias « indépendants » et l'Assemblée nationale (en majorité anti-chaviste), avec comme objectif de saper le chavisme et le gouvernement bolivarien.

Ces ressources seront allouées aux bras et aux instruments « civils » de l'interventionnisme des États-Unis afin de renforcer l'affirmation selon laquelle le gouvernement de Nicolas Maduro est un gouvernement qui commet des « violations des droits de l'homme » et des « crimes contre l'humanité ».

La stratégie des États-Unis consiste à financer la construction d'un discours tout préparé d'avance visant à diaboliser la direction chaviste afin de la poursuivre à moyen terme devant les instances internationales, telle la Cour pénale internationale de La Haye (dans les Pays-Bas).

### **Limitation institutionnelle des dommages**

La *Loi VERDAD* sera la première loi du Congrès américain à émettre des sanctions contre une cryptomonnaie, le Petro dans ce cas-ci, lancée par l'État vénézuélien en 2018 pour soutenir la reprise économique du pays face à son étranglement par les sanctions financières de Washington.

Il s'agit d'une « nouveauté » en termes juridiques et politiques dans la politique étrangère des États-Unis, du fait qu'elle transforme le Petro vénézuélien en moyen d'imposer des restrictions à un nouvel ordre financier international en plein développement, reposant sur les cryptomonnaies et le défi au contrôle punitif du service bancaire américain aux grandes entreprises.

La loi autorise aussi des investigations financières spéciales dont l'objectif est de restreindre, contrôler et accaparer les « avoirs vénézuéliens » qui ont été prétendument cooptés par la « corruption du régime Maduro ». De cette façon, le pillage des avoirs nationaux vénézuéliens est protégé juridiquement, ce qui offre un incitatif à la fracture des institutions vénézuéliennes.

La *Loi VERDAD* oblige aussi le département d'État à travailler étroitement avec les gouvernements alliés des États-Unis (Union européenne et pays latino-américains rassemblés dans le fantasmagorique Groupe de Lima) pour étendre les sanctions contre le Venezuela.

Dans la même veine, on peut aussi la considérer comme un moyen de faire pression sur la Chine et la Russie pour les amener à retirer à moyen terme leur appui au gouvernement Maduro.

Avec la *Loi VERDAD*, l'appétit pour une intervention militaire conventionnelle au Venezuela à court et moyen terme se trouve réduit, car elle remplace le pouvoir dur par le pouvoir souple, utilisant les ONG, les sanctions, les médias et l'Assemblée nationale comme des moyens politiques, économiques et institutionnels de combat politique adaptés à une guerre non conventionnelle.

Tout ceci confirme que les faucons de la Maison-Blanche et l'establishment de sécurité de nationale de Washington n'ont pas pu mener à bien leur plan contre le Venezuela.

Vue de cette façon, la *Loi VERDAD* apparaît comme une opération de limitation des dommages que le Parti de guerre (la somme des fauteurs de guerre parmi les démocrates et les républicains) essaie de faire dans la sphère institutionnelle afin de sauver la crédibilité de l'empire américain face à la résistance vénézuélienne.

## **Le Venezuela à la croisée des chemins avec les États-Unis**

La chute du chavisme a été offerte par ces acteurs (Rubio, Menendez) comme un « trophée de guerre » qui va assurer la réélection de Donald Trump dans l'État stratégique de la Floride, où réside la diaspora cubaine-vénézuélienne qui demande une guerre fratricide avec le Venezuela.

Profitant de la situation où l'attention de Trump est accaparée par le processus de destitution, le Parti démocrate cherche à prendre le contrôle de la politique étrangère envers le Venezuela au Congrès en utilisant les sanctions et la pression économique comme des mécanismes de pouvoir souple permettant de réaliser le coup d'État avec un discours de « négociation pacifique et diplomatique ».

En ce qui a trait à la politique intérieure, les démocrates de la Floride cherchent à miner le monopole que les républicains ont exercé sur la politique étrangère envers le Venezuela depuis la montée de Trump, offrant avec la *VERDAD* une voie « plus effective » que celle du président républicain, afin de traduire cette manœuvre en votes assurés contre le chef actuel de la Maison-Blanche à l'approche de l'élection de 2020.

Conséquemment, le Venezuela pourrait bien reconfirmer son rôle de centre politique de la diatribe continentale par une escalade et des pressions qui seront façonnées par la lutte pour la présidence des États-Unis.

Cela veut dire que l'année 2020 en sera une de pression accrue, pendant laquelle le Congrès et la guerre institutionnelle du Parti démocrate contre Trump seront des traits déterminants.

Pour des fins de politique intérieure vénézuélienne, le Congrès américain essaie de recalibrer l'échec de l'opposition vénézuélienne.

Alors que cette opposition est divisée, engagée dans d'innombrables affaires de corruption, privée de légitimité et incapable de réaliser le coup d'État, le Congrès des États-Unis tente maintenant de « venir à sa rescousse » en mettant de l'avant ces mécanismes pour redonner vie aux pressions et accroître les ressources pour la déstabilisation, appuyant le personnage de Juan Guaido.

Bien que la *Loi VERDAD* se donne les traits du triomphe d'une approche bipartisane et de ceux qui sont engagés dans la manigance d'un coup contre le Venezuela, les problèmes internes qui existent entre les factions aux États-Unis suggèrent autre chose.

Pendant cette même année, l'ébauche de la *Loi du statut de protection temporaire* ( HR 549), la *Loi de restriction des armes pour le Venezuela* (HR 920), la *Loi sur l'aide humanitaire au peuple du Venezuela* (HR 854) et la *Loi sur la mitigation de la menace russo-vénézuélienne* (HR1477) n'ont pas avancé à cause du contrôle que les républicains exercent au Sénat.

La *Loi VERDAD* est le dernier projet qui peut être réalisé dans le contexte où les quatre autres ont échoué.

Le problème à long terme de la soi-disant *Loi VERDAD* sera qu'elle rend impossibles des accords politiques ou des actions discrétionnaires de l'exécutif américain, que ce soit de la part de l'administration Trump ou d'une autre, qui auraient pu décroître ou abroger le blocus contre le Venezuela.

Les inconvénients auxquels a dû faire face l'administration de Barack Obama dans sa gestion de la détente avec Cuba face à la *Loi Helms-Burton* en sont le plus bel exemple

Cela illustre comment le Congrès américain utilise son pouvoir pour réglementer, bloquer et réorienter les actions de la présidence Trump et des autres à venir, donnant un air de légalité à la croisade anti-chaviste.

Il s'agit d'un gros problème politique pour le Venezuela, compte tenu de la prolongation et de la pérennité des facteurs de l'État profond aux États-Unis en tant qu'éléments essentiels qui contrôlent les leviers et le discours de l'establishment américain et protègent les plans de guerre géopolitiques contre tout changement de direction à la Maison-Blanche.

(20 décembre 2019. Traduction : LML)



---

## Un juge de la Cour suprême rejette les tentatives du président autoproclamé d'établir un « Congrès virtuel »



L'Assemblée nationale accusée d'outrage a amendé des règlements pour permettre à des législateurs fugitifs vivant à l'étranger de voter dans des sessions parlementaires via l'Internet.

Le juge de la Cour suprême de justice du Venezuela (CSJ), Juan Jose Mendoza, qui est aussi président de la Chambre constitutionnelle, a annoncé le 19 décembre que les législateurs de l'Assemblée nationale accusés d'outrage ne peuvent voter lors des débats parlementaires s'ils ne sont pas physiquement au pays.

« Nous déclarons nulle toute modification apportée par l'Assemblée nationale accusée d'outrage aux normes régissant les débats parlementaires », a dit le juge Mendoza.

Le 18 décembre, les législateurs boliviens, membres du « Bloc de la Patrie » ayant réintégré l'Assemblée nationale en septembre, ont demandé à la CSJ d'abroger une modification à la loi sur les débats qui permettait aux législateurs exilés ou fugitifs vivant à l'étranger de voter comme s'ils étaient physiquement présents au Venezuela.

Dans sa réponse à cette demande, la Cour suprême a dit que non seulement une telle modification est-elle anticonstitutionnelle, elle était une absurdité sans précédent dans le domaine du droit comparé.

« Il n'existe aucun parlement virtuel nulle part dans le monde. Ils ont tous un quartier général physique. »

Le Bloc de la Patrie a aussi prévenu que cette modification faisait partie d'une stratégie des politiciens de l'opposition qui cherchent à boycotter les élections parlementaires de 2020 afin de rester au pouvoir.

Actuellement, en vertu des normes juridiques du pays, lorsqu'il y a absence d'un législateur, son substitut doit siéger afin de participer aux travaux législatifs.

Dans ce contexte, la proposition du « vote à distance » appuyée par l'opposition est une tentative flagrante de faire en sorte que les législateurs ne seront pas tenus d'être remplacés par des substituts.

« Les politiciens de droite tentent de renverser un gouvernement légitime et constitutionnel, a dit le législateur Julio Chavez. Nous rejetons les tentatives de violer la Constitution approuvée par le peuple vénézuélien. »

L'amendement aux règlements internes de l'Assemblée nationale accusée d'outrage a été approuvé par le législateur Juan Guaido appuyé par les États-Unis.

*(Telesur English, 19 décembre 2019. Traduction : LML)*



---

## Colombie

# Plus de 200 000 corps non identifiés trouvés dans des fosses secrètes

Les crimes commis par l'armée colombienne pendant plus d'un demi-siècle de conflit armé ont été révélés par les charniers découverts dans lesquelles des corps non identifiés ont été jetés. Les plus récents se sont produits le 14 décembre dans la municipalité de Dabeiba, dans le cimetière catholique de Las Mercedes de Dabeiba, dans le département d'Antioquia. Le journal *El Pais* écrit : « Là, la Juridiction spéciale pour la paix (JEP), le tribunal né des accords entre l'État et les FARC pour enquêter sur les crimes les plus graves de la guerre, recherche les corps d'au moins 50 personnes victimes d'exécutions extrajudiciaires perpétrées par l'armée entre 2005 et 2007. L'Institut de médecine légale a reçu des informations sur 17 cas. Mais la dimension du drame des disparitions va plus loin. Le pays fait face, selon les calculs de cet organisme public, à l'exhumation d'environ 200 000 corps non identifiés. »

Ce sont les données impressionnantes mises en évidence mardi par Claudia García, directrice de l'institut médico-légal. « Ces dernières années, nous avons fait une enquête dans tous les cimetières légaux, disons-le en quelque sorte, et sur les enterrements qui ne sont pas légaux dans ces tombes clandestines où nous devons rechercher les disparus du pays, et nous pensons que le défi auquel

nous sommes confrontés est plus ou moins de 200 000 corps », a-t-elle déclaré à Caracol Radio. « Le défi est très grand et nous aurons du travail pendant de nombreuses années du point de vue scientifique », a poursuivi García, qui a souligné l'importance de l'implication du gouvernement dans l'accomplissement de cette tâche.

À l'heure actuelle, l'institut médico-légal se concentre sur la fosse trouvée à Dabeiba. D'abord avec les autopsies des corps exhumés. Et puis la vérification croisée des données commencera par l'information des proches des personnes disparues pour comparer les profils génétiques. « Nous allons travailler sans interruption et nous aurons les premières avancées, sans terminer le travail car c'est complexe, vers la troisième semaine de janvier », a dit García.

« Les disparitions systématiques incarnent toujours le souvenir le plus vif du conflit et touchent des milliers de familles. C'est pourquoi le travail d'institutions telles que la juridiction de paix ou l'Unité de recherche est essentiel pour tenter de refermer les plaies. Les exécutions extrajudiciaires, qualifiées à tort de fausse piste, ne représentent qu'un pourcentage de ces cas. Comme l'a souligné le chef de la médecine légale, ce seront les enquêtes du système judiciaire qui établiront si des civils ont été tués par des soldats, puis présentés comme des guérilleros tués au combat en échange de récompenses et d'indemnités. Au milieu d'une fusion d'estimations sur les milliers de victimes de cette procédure, les données officielles fournies par le parquet indiquent qu'entre 1998 et 2014 il y a eu plus de 2 200 exécutions de ce type. La grande majorité durant les deux mandats de l'ancien président Alvaro Uribe. »

Plus loin dans le même article, il est écrit:

« Le fantôme des crimes commis par le passé par les forces armées est revenu cette année pour scandaliser la Colombie et a ressurgi, pour la première fois depuis la signature de la paix et le début de la démobilisation des FARC, un axe central du débat politique. La succession de plaintes -- d'une directive, déjà retirée, qui a ouvert la porte à un système d'incitations pour améliorer les statistiques au sein de l'armée, les accusations contre le commandant des forces terrestres jusqu'à la dissimulation de la mort de mineurs dans un bombardement contre des dissidents de l'ancienne guérilla -- a coûté son poste au ministre de la Défense Guillermo Botero il y a un mois et demi. Son successeur, l'ancien ministre des Affaires étrangères Carlos Holmes Trujillo, a demandé de garantir la protection des anciens officiers militaires qui ont collaboré avec la JEP et dont le témoignage a été décisif pour localiser ce charnier. »

Le journal cite la JEP qui a déclaré que « des indications préliminaires indiqueraient qu'il s'agit d'hommes de 15 à 56 ans résidant à Medellín et parmi lesquels se trouveraient des personnes handicapées. » Il conclut en disant « Depuis le début des procédures en juin dernier, le juge a entendu 160 versions d'hommes en uniforme qui sont venus volontairement pour aider à clarifier ce qui s'est passé. Grâce à leurs histoires, près de 400 victimes d'exécutions extrajudiciaires ont été identifiées. »

*(Basé sur un article d'El Pais cité dans Orinoco Tribune, 20 décembre 2019. Traduction: LML)*



---

**(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)**

**PDF**

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***

**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**